

Coupe de la CAF :
L'USMA renverse l'AFAD et file en phase de poules !

P-16

**Mondiaux de gymnastique
à Jakarta**

P-16



**Kaylia Nemour confirme
sa grandeur avec une mé-
daille d'argent à la poutre !**

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D' INFORMATION /Dimanche 26 Octobre 2025//N° 1190// PRIX 20DA

Il met à nu les fractures du système onusien

Le dossier sahraoui révèle une diplomatie à deux vitesses

p- 03



À l'heure où certaines capitales occidentales s'emploient à imposer le prétendu « plan d'autonomie marocain » comme unique issue au conflit du Sahara occidental, le droit international se voit ouvertement bafoué. Sous couvert de réalisme politique, Paris et ses alliés contribuent à vider de sa substance le principe d'autodétermination, révélant un inquiétant deux poids, deux mesures dans le traitement des questions de décolonisation.

**Réunies au Caire,
les factions palestiniennes optent pour un comité technocrate à Gaza**

P-04

Engagée pour la résilience climatique

P-02

**L'Algérie veut planter un mil-
lion d'arbres pour réhabili-
ter le patrimoine forestier**



Elle consolide sa performance financière

P-02

Sonatrach
**engrange 31 milliards de dol-
lars de recettes d'exportation**

Production en progression, investissements en hausse et découvertes pétrolières en série, Sonatrach consolide son rôle central dans l'économie nationale et poursuit ses efforts en faveur d'une production plus propre et durable.



Elle consolide sa performance financière

Sonatrach engrange 31 milliards de dollars de recettes d'exportation

Production en progression, investissements en hausse et découvertes pétrolières en série, Sonatrach consolide son rôle central dans l'économie nationale et poursuit ses efforts en faveur d'une production plus propre et durable.



■ Par Youcef S.

Sonatrach enregistre de bons résultats, avec des indicateurs orientés vers la hausse. Ainsi, la production primaire

d'hydrocarbures devrait enregistrer, en 2026, une hausse de 2 % par rapport à 2025, pour atteindre près de 193 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), a annoncé, hier, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab. « La production

primaire commercialisée d'hydrocarbures devrait progresser de 2 % en 2026, soit environ 3 millions de TEP supplémentaires, soutenue par la hausse de l'ensemble des produits pétroliers et gaziers », a précisé le ministre lors de son audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2026. Concernant les recettes issues des exportations d'hydrocarbures, elles ont atteint 31 milliards de dollars à fin septembre 2025, tandis que les investissements réalisés durant la même période se sont élevés à 5 milliards de dollars, destinés à soutenir les différentes activités du secteur des hydrocarbures et des mines, a indiqué Arkab. Le ministre a rappelé, par ailleurs, les engagements de Sonatrach en matière de réduction des gaz à effet de serre, notamment l'objectif fixé par la compagnie nationale de ramener le volume global de gaz torché à moins de 1 % d'ici 2030. À cet effet, le groupe public a mis en œuvre l'initiative « Éliminer le torchage de routine d'ici 2030 » ainsi que le programme « Zéro émission de méthane », en lien avec ses activités. En outre, le stockage naturel du carbone constitue « l'un des principaux axes » du programme national, à travers un investissement de plus d'un milliard de dollars prévu par Sonatrach dans un projet de reboisement de 520 000 hectares sur dix ans. Cette initiative vise à renforcer le développement socioéconomique et à créer de nouvelles opportunités d'emploi à travers l'ensemble du territoire national, a ajouté Arkab. Entre janvier et août 2025, Sonatrach a réalisé 13 nouvelles découvertes pétrolières par ses propres moyens, a par ailleurs annoncé le ministre d'État. Ces découvertes, a-t-il souligné, permettront de renouveler les réserves nationales et d'accroître la production primaire d'hydrocarbures. Durant les huit premiers mois de l'année, 466 156 mètres de forages d'exploration et de développement ont été réalisés, contre 405 273 mètres sur la même période en 2024, soit une hausse de 15 %. Parallèlement, le nombre de puits creusés est passé de 121 fin août 2024 à 142 en 2025, confirmant la dynamique soutenue des activités d'exploration.

Y.S.

Engagée pour la résilience climatique

L'Algérie veut planter un million d'arbres pour réhabiliter le patrimoine forestier

■ Par Merouane Korso

Voici donc une initiative à l'échelle nationale que tout le monde devrait soutenir, encourager : la plantation d'un million d'arbres hier samedi à travers le territoire national, soit l'ensemble des wilayas du pays. C'est sous le thème générique de "Khadra inchallah" qu'au moins un million d'arbres ont été plantés à travers 685 communes réparties sur les 58 wilayas du pays, soit un effort absolument gigantesque de boisement artificiel à l'occasion de la journée nationale de l'arbre. Le projet est en lui-même rassurant sur la volonté autant des pouvoirs publics que des associations et des volontaires de redonner vie à la forêt algérienne, décimée par les catastrophes naturelles, dont les incendies en été ne sont pas les moindres. Au laisser-aller, la distraction pour des projets publics, l'absence d'entretien et le stress hydrique ont fait leur œuvre, de sorte qu'actuellement la superficie forestière officielle est estimée par les services des forêts à près de 4,2 millions d'hectares, maquis compris, soit un taux de boisement de 11 % pour le Nord de l'Algérie et de près de 2 % pour l'ensemble du territoire national, ce qui est faible par rapport aux normes internationales. Une superficie très faible comparativement à la superficie totale du pays, qui est de 2 381 741 km²,

soit le dixième plus grand pays au monde et le plus grand pays d'Afrique, du monde arabe et du bassin méditerranéen. Hélas, cela n'a pas été accompagné par une superficie forestière importante et, surtout, une politique de boisement régulière, permanente, au moins au rythme annuel des pertes sèches occasionnées par les importants incendies de forêts, qui mangent chaque année des milliers d'hectares de couvert forestier, avec les espèces les plus nobles comme le cèdre, les différentes variétés de pins et les chênes. En outre, tous les spécialistes des forêts ont remarqué que durant ces dix dernières années, la forêt algérienne est devenue une proie facile des feux cycliques en été, les mêmes milieux pointant du doigt une série de manquements ou d'absence de mesures d'entretien et de surveillance du couvert végétal, dont l'absence de tranchées pare-feu, les points d'eau, les vigies ou de nouvelles pistes forestières, outre les ouvrages de DRS (défense et restauration des sols) en zone de montagne. Résultat, des dizaines de milliers d'hectares de forêts partent en fumée chaque année. Entre 1985 et 2010, au moins 910 640 hectares de forêts, presque un million d'hectares, ont été détruits par les flammes, et depuis 2014 on estime globalement que les feux de forêts ravagent annuellement et en moyenne 3 092 hectares. Tout le monde se rappelle par ailleurs de la dantesque année 2021, qui a été particulièrement dévastatrice,

avec environ 89 000 hectares ravagés sur 35 wilayas, soit plus de la moitié du territoire national, causant plus de 90 décès. Malheureusement, les différentes campagnes de boisement et reboisement n'ont pas donné les résultats escomptés, avec en moyenne 18 500 hectares plantés, ce qui est loin des objectifs, quant chaque année le dixième de ce qui est planté part en fumée. Certes, il y a la reprise de l'immense projet de Barrage vert, abandonné à une certaine époque, alors que les appels du Service national avaient réussi une gageure, celle de planter une immense barrière verte dans les hauts plateaux de l'est à l'ouest du pays contre l'avancée du désert. Actuellement, la reprise du projet a été concrétisée par la plantation de 26 000 hectares, même si le parc forestier réalisé par les jeunes appelés est dans un état de vieillissement avancé. Alors, l'arbre en Algérie reste ce qu'il est : un élément naturel de vastes territoires dominés par un climat semi-aride où les longues périodes de sécheresse ont une influence certaine sur le développement et la préservation du couvert forestier. Cette année, la Direction générale des forêts veut aller plus loin : planter un million d'arbres pour restaurer les écosystèmes naturels et renforcer le couvert végétal sur l'ensemble du territoire national avec comme objectifs parallèles la protection des sols contre l'érosion, le maintien de la biodiversité, la lutte contre les changements

climatiques et la réduction des gaz à effet de serre. La restauration et le développement des écosystèmes forestiers sont également une nécessité cardinale pour le développement et la diversification de la faune sauvage et le patrimoine cynégétique national, alors que le volet économique n'est pas des moindres avec la culture d'espèces fruitières et industrielles comme l'arbousier, le plaquemini, le chêne-liège, les plantes médicinales dont le jujubier (sedra), etc. La forêt algérienne, même si elle ne couvre pas au moins les 11 % du territoire national, comme cela est recommandé par la FAO, est riche cependant par la diversité de ses espèces locales, bien adaptées au climat méditerranéen, comme le cèdre de l'Atlas. Car pour la petite histoire, la France coloniale a planté vers 1850-1860 les hauteurs du mont Ventoux à partir de graines de cèdre de l'Atlas rapportées d'Algérie pour reboiser les versants de cette montagne, créant par la suite la plus grande cédraie d'Europe née du cèdre de l'Atlas algérien. Toutes les cédraies des Alpes de la région du Vaucluse en France sont originaires d'Algérie, et, aujourd'hui, il est grand temps de prendre du recul pour entreprendre des projets de plantation de cette espèce noble, tout comme les différentes variétés de chênes, de thuyas, de genévriers et d'autres espèces locales, bien résistantes au climat local.

M. K.

Elle passe à la vitesse supérieure dans l'exploration
Sonatrach veut rester un acteur clé du marché énergétique mondial

Par Kader M.

Dans le cadre du renforcement de sa position sur la scène internationale, le groupe pétrolier « Sonatrach » a adopté ces dernières années la politique de « Forer plus ». Cette dernière s'inscrit dans une démarche à terme du groupe, qui permet à l'Algérie de continuer à jouer un rôle clé sur le marché gazier international. D'autant plus que les perspectives de croissance de la demande ne cessent de prendre une courbe croissante. Dans ce sillage, il importe de rappeler que les dernières estimations du Forum des pays exportateurs de gaz tablent sur un taux de croissance de 32 % de la demande à l'horizon 2050. Cela explique l'orientation, voire la nouvelle politique de l'Algérie visant à attirer plus d'investissements dans la chaîne de valeur du gaz naturel. D'autant plus qu'elle occupe une place privilégiée comme fournisseur sérieux et traditionnel de l'Europe, surtout après la réduction des livraisons russes à cause de la guerre avec l'Ukraine. De ce fait, lors de son intervention devant les membres du GECF au sommet de Doha, Mohamed Arkab détaille la position de l'Algérie au sujet du développement du gaz naturel dont le marché international connaît de profondes mutations. La politique de « forer plus » n'est pas uniquement une urgence pour l'Algérie qui cherche à renouveler ses ressources, mais semble être un véritable leitmotiv, voire une question existentielle pour un pays s'efforçant rigoureusement de préserver sa position sur un marché international en pleine mutation. L'occasion a été propice pour le ministre d'État de souligner « la disposition permanente de l'Algérie quant à contribuer activement au renforcement du rôle du forum en tant qu'organisation fiable et influente défendant les intérêts de ses membres dans les fora régionaux et internationaux », indique le communiqué du ministère. Pour cela, le renforcement davantage des investissements est primordial dans ce domaine gazier considéré comme énergie de l'avenir, afin d'atteindre l'objectif en question. « L'Algérie est convaincue que le gaz naturel n'est pas seulement une énergie de transition, mais qu'il demeure bien l'énergie de l'avenir contribuant à la sécurité énergétique mondiale, au développement durable et à l'amélioration du bien-être des peuples », a affirmé Arkab. La multiplication des investissements, qui semble refléter bel et bien l'ambition du pays de continuer à s'imposer sur le marché mondial à terme, est la nouvelle approche de l'Algérie pour le développement de l'amont gazier. « L'importance de la stabilité et de la sécurité des marchés du gaz naturel » a été mise en exergue par le ministre, qui n'a pas manqué de souligner que « des marchés prévisibles, équilibrés et transparents servent les intérêts des producteurs comme des consommateurs ». Le ministre affirme que l'Algérie prône le dialogue constructif entre les pays consommateurs et producteurs, afin de réussir la sécurisation des marchés et la préservation des intérêts des différentes parties. Enfin, « la sécurisation du marché nécessite des investissements suffisants dans les infrastructures et l'approvisionnement, en sus d'un dialogue constructif et durable entre toutes les parties concernées », indique le communiqué du ministère.

K.M.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : **agence.regie@anep.com.dz**
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

Il met à nu les fractures du système onusien

Le dossier sahraoui révèle une diplomatie à deux vitesses

À l'approche du vote du Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat de la MINURSO, les lignes de fracture se durcissent autour du dossier du Sahara occidental. Tandis que Paris et Abou Dhabi multiplient les démarches pour imposer la « souveraineté marocaine » sur le territoire, le Front Polisario réaffirme son attachement au référendum d'autodétermination, dans un contexte où les équilibres diplomatiques sont de plus en plus biaisés par les puissances occidentales.



■ Par Aida Mouni

À quelques jours de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, prévue à la fin octobre pour statuer sur le renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO), les tractations s'intensifient dans les coulisses de New York. Selon plusieurs sources diplomatiques, la France et les Émirats arabes unis, deux alliés de Rabat, mènent un intense lobbying pour faire adopter une résolution entérinant la « souveraineté marocaine » sur le territoire disputé. Traditionnellement, le Conseil se limite à prolonger le mandat de la MINURSO, créée en 1991 pour superviser un référendum d'autodétermination jamais organisé. Cette année, les alliés de Rabat cherchent à infléchir cette routine en introduisant le plan « d'autonomie marocain » de 2007 comme unique base de règlement. Paris a officialisé en juillet 2024 son « alignement » complet sur les thèses marocaines,

une position qui rompt avec la prudence traditionnelle de la diplomatie française sur ce dossier. Quant aux Émirats, leur « soutien » à la monarchie chérifienne s'inscrit dans une alliance politique et économique de longue date. Face à ce front pro-marocain, le Front Polisario a choisi de réagir par une contre-offensive diplomatique. Mardi dernier, il a transmis au secrétaire général de l'ONU une « proposition élargie » reprenant les trois options reconnues par le droit international : l'indépendance, l'intégration au Maroc ou un pacte d'association libre. « Le Front Polisario fait un pas vers les Marocains, mais discuter de l'autonomie en dehors du cadre d'un référendum n'est pas envisageable », a déclaré à l'AFP Mohamed Yeslem Beissat, ministre sahraoui des Affaires étrangères. Dans ce document, le Polisario se dit prêt à soumettre, dans le cadre du référendum, le plan d'autonomie proposé par Rabat, à condition qu'il figure parmi d'autres choix. « Il est impératif de présenter aux Sahraouis plusieurs options,

y compris l'indépendance ; s'ils choisissent une option, quelle qu'elle soit, nous l'accepterons », a insisté Beissat. « Tout est prêt pour organiser le référendum depuis l'an 2000, après le recensement effectué par les Nations unies. » Pour Alger, cette initiative sahraouie marque un rappel du droit et de la légalité internationale face à une dérive politique préoccupante. Depuis plusieurs années, le Maroc bloque toute perspective de référendum, invoquant des difficultés techniques liées au fichier électoral. À la place, Rabat promeut son plan d'autonomie, soutenu par Washington depuis la décision de Donald Trump, en décembre 2020, de reconnaître la souveraineté marocaine en échange de la normalisation diplomatique avec l'entité sioniste. Cette reconnaissance a ouvert une brèche que Paris s'est empressée d'emprunter. En juillet dernier, Emmanuel Macron a franchi le pas en saluant la « marocanité du Sahara », une déclaration interprétée à Alger comme un reniement du principe d'autodétermination. Dans le même temps, des voix américaines, à l'image de Steve Witkoff, conseiller proche de Trump, tentent de présenter le dossier sahraoui comme un simple différend entre l'Algérie et le Maroc. Dans un entretien à CBS, il a même évoqué un « accord de paix d'ici 60 jours » entre les deux pays, une rhétorique jugée trompeuse par nombre de diplomates. Mercredi, l'ancien ministre, Abdelaziz Rahabi a dénoncé « l'utilisation de l'ONU comme instrument de validation des positions occidentales », accusant Washington, Londres et Paris d'orchestrer « une opération d'influence » destinée à légitimer l'occupation marocaine et à transférer la souveraineté sahraouie à la puissance occupante. Une stratégie, selon lui, « typiquement néocoloniale ». Pour Rahabi et d'autres observateurs, ces initiatives visent à présenter le conflit comme une rivalité régionale plutôt qu'une question de décolonisation. Une approche qui occulte la réalité du terrain, la République arabe sahraouie démocratique, proclamée en 1976, dispose d'un territoire, d'un peuple et d'une reconnaissance internationale partielle. La diplomatie algérienne, fidèle à sa ligne de principe, a déjà fait savoir qu'elle ne soutiendrait aucun texte entérinant la souveraineté marocaine. À New York, ses représentants plaident pour un retour au cadre initial, celui d'un référendum libre et équitable sous l'égide de l'ONU. Au sein même des Nations unies, certains diplomates s'inquiètent du glissement progressif du débat. Les discussions préparatoires du Conseil de sécurité laissent entrevoir une volonté de restreindre le débat au seul plan marocain. Une orientation que l'Algérie qualifie de « recul du principe de neutralité onusienne ». Pour le président sahraoui Ibrahim Ghali, la paix ne peut être imposée par les puissances, mais construite « sur la base de la légitimité et du consentement ». Dans un message adressé aux membres du Conseil, il a réaffirmé la disponibilité du Polisario à « partager le coût du compromis », mais sans jamais renoncer au droit du peuple sahraoui à décider de son avenir.

A.M.

Creusant le fossé entre Paris et l'opinion publique

À Roissy, la rue française dit stop aux livraisons d'armes à Israël

Un imposant rassemblement a eu lieu, hier à l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle à Paris en France, contre les exportations françaises d'armement et de composants à usage militaire à destination de l'entité sioniste qui les utilise dans ses agressions contre le peuple palestinien, selon des médias sur place. Organisé à l'appel de syndicats et d'associations, « le rassemblement visait à alerter sur le rôle logistique que joue la France dans l'alimentation de l'armée de l'entité sioniste, notamment via son principal aéroport international », indique-t-on de même source. Par voie de commu-

niqués, les organisateurs, dont la CGT 93, la CGT Roissy, FO, Solidaires, SUD Aérien et la Ligue des droits de l'Homme, dénoncent le transit par Roissy de matériel militaire ou de composants dits à double usage, c'est-à-dire utilisables dans le domaine civil aussi bien que dans des systèmes d'armement, exigeant l'arrêt immédiat de toutes les exportations françaises pouvant contribuer aux agressions militaires de l'armée sioniste, y compris celles qui ne relèvent pas juridiquement du matériel militaire au sens strict. Les mêmes sources ont fait observer, par ailleurs, que cette mobilisation intervient dans un contexte de vives critiques

contre la politique d'exportation française. En effet, souligne-t-on, une récente enquête de Disclose (un média d'investigations français) a révélé qu'un lot d'alternateurs électromécaniques fabriqués par la société française Sermat devait être livré lundi 20 octobre à une entreprise de l'entité sioniste. Ces pièces sont destinées à des drones massivement utilisés à Gaza. Les manifestants appellent le gouvernement français à emboîter le pas aux gouvernements européens, dont l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique et l'Italie, qui ont suspendu leurs exportations militaires vers l'entité sioniste depuis l'intensification de son agression à Gaza.

ÉDITORIAL L'EXPRESS

Maroc : revoilà la big stick policy

■ Par Boualem Alami

Au Maroc, la jeunesse n'en finit plus de réclamer de meilleures conditions de vie, la fin de la corruption qui gangrène le pays, et des réformes immédiates dans deux secteurs-clés : l'Éducation et la Santé. Ce sera encore le cas ce dimanche, après la journée d'hier samedi, des manifestations de protestation programmées dans l'ensemble des villes du royaume où, depuis le 27 septembre dernier, les Marocains sont sortis dans la rue quasi quotidiennement réclamer une vie meilleure, et des réformes globales, basta à la Hogra. Mais le Makhzen a eu jusqu'ici la main lourde contre les jeunes manifestants, dont près de 1500 ont été arrêtés, un millier mis en prison et qui font l'objet de poursuites judiciaires. Sur ce total, au moins 240 ont été jugés par un tribunal d'Agadir, dont 39 ont été condamnés à des peines allant de six à quinze ans de prison ferme. Du jamais vu ! Des jeunes manifestants demandant de meilleures conditions de vie arrêtés, jugés et condamnés à des années d'emprisonnement, alors que des centaines d'autres ont écopé de trois mois à un an de prison dans d'autres tribunaux. Assurément, le régime marocain est en perte de vitesse et montre les signes évidents d'un égarement politique et social sans précédent. Que de jeunes manifestants soient arrêtés et lourdement condamnés ne peut être vu que dans des dictatures qui veulent maintenir, comme c'est le cas pour le Maroc, un système politique inique, violent et qui marginalise sa jeunesse, la met en prison. Pourtant, le pire est à venir dans cette ambiance de folie dans un royaume à la dérive politique, sociale, économique : Dimanche dernier, la réponse du gouvernement Akhannouch, dont les manifestants ont demandé le départ, a été d'un comique. Face aux revendications du mouvement GenZ212, ses réponses reflètent l'extrême délabrement du régime puisque ce gouvernement, dirigé par un des hommes les plus riches du royaume, a proposé le plus sérieusement du monde, dans un pays où la pauvreté est une donnée constante, une série de mesures destinées à encourager les jeunes à s'engager en politique. Et, pour inciter les jeunes de moins de 35 ans à se lancer dans le champ politique, un projet prévoit de simplifier leurs conditions de candidature aux élections et d'accorder des aides couvrant jusqu'à 75 % des frais de campagne électorale. C'est, dans le contexte politique actuel au Maroc, une insulte à l'esprit des Marocains, et, plus encore, une ignorance totale de leurs revendications, même si dans ce "package royal", on promet aux jeunes un budget de 140 milliards de dirhams (environ 14 milliards d'euros) pour la Santé et l'Éducation. Rien que ça dans un pays qui cumule une dette extérieure représentant 36 % du PIB et dont la dette extérieure a atteint plus de 746 milliards de dirhams fin mars 2025, soit environ 69 milliards de dollars. Le service de la dette est encore plus contraignant puisqu'il rogne sur les budgets des services sociaux, comme la santé, l'éducation... Entre 2019 et 2023, le Maroc a vu sa dette publique (extérieure, intérieure et garantie) passer de 78 % à 91 % du PIB en 2023, selon les données du ministère des Finances marocain. Cette hausse est due au recours massif à l'emprunt pour faire face à la crise sanitaire et économique dans un contexte de hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux. Mais cela équivaut également à un endettement qui a généré un service de la dette qui est passé de 13 % du PIB en 2019 à 19 % du PIB en 2023, et plus en 2025. Et cela réduit drastiquement les budgets sociaux, car le service de la dette du Maroc est égal à plus de 9 fois le budget de la santé publique en 2023. Dès lors, on comprend toute la difficulté du Makhzen à offrir des services sociaux dignes, et, surtout, à satisfaire les revendications des jeunes du mouvement GenZ212, qui maintiennent leurs revendications : réformes des systèmes de Santé et de l'Éducation, la fin de la corruption. Face à cela, le régime marocain, au lieu de mener des réformes sociales en profondeur dont il n'a pas les moyens financiers et en l'absence de décision politique, n'a qu'une seule arme, la fuite en avant, la répression et la big stick policy ! (la politique du bâton), de sorte que l'on se croirait replonger dans la période noire de l'apartheid.

B.A.

Dénonçant les approches sélectives et le double standard à l’ONU

L’Algérie exige un Conseil de sécurité plus juste et plus inclusif

À la tribune des Nations unies, l’Algérie a réaffirmé son engagement en faveur d’un multilatéralisme fondé sur l’équité et le droit international. Par la voix de son représentant permanent, Amar Bendjama, elle a plaidé pour une réforme en profondeur du Conseil de sécurité afin de garantir une représentation plus juste, notamment pour le continent africain, longtemps exclu des instances décisionnelles mondiales.



■ Par Youcef S.

L’Algérie a réaffirmé, vendredi, par la voix de son représentant permanent auprès des Nations unies, l’ambassadeur Amar Bendjama, son appel à une réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, de manière à garantir une représentation plus large et une justice accrue. Elle a également insisté sur la nécessité de réparer l’injustice historique faite au continent africain et de renforcer le rôle de l’ONU au service de la paix et de la sécurité internationales. Lors d’une séance du Conseil de sécurité intitulée « Organisation des Nations unies : réflexions sur l’avenir », Bendjama a estimé que le quatre-vingtième anniversaire de l’entrée en vigueur de la Charte des Nations unies devait être l’occasion d’une évaluation critique de la capacité de l’Organisation à s’adapter aux mutations rapides de l’ordre mondial, plutôt que d’un simple exercice commémoratif. Le diplomate algérien a souligné que la mise en œuvre de la Charte des Nations unies demeure entravée par des approches

sélectives et des pratiques de deux poids, deux mesures, ajoutant que les actions unilatérales et les mesures coercitives fragilisent la confiance dans le système international et compromettent l’efficacité de l’Organisation. Il a affirmé que le renforcement d’un véritable multilatéralisme passe par la restauration de la confiance entre les États membres, à travers le respect de la Charte, l’attachement au droit international et l’exercice d’une responsabilité collective dans le maintien de la paix et de la sécurité. Dans ce cadre, Bendjama a plaidé pour une réforme en profondeur du Conseil de sécurité, tant dans sa composition que dans ses méthodes de travail, afin d’assurer plus de transparence, une représentation élargie et une réelle redevabilité. Il a rappelé que l’Algérie considère la réparation de l’injustice historique faite à l’Afrique comme une exigence centrale de toute réforme, conformément au Consensus d’Ezulwini et à la Déclaration de Syrte. Il a ajouté que les aspirations légitimes de l’Afrique à obtenir une représentation permanente au sein du Conseil de sécurité doivent être au cœur

des réformes attendues, condition essentielle pour renforcer la légitimité et la crédibilité de l’organe onusien. Le représentant de l’Algérie a également mis en avant le rôle essentiel de l’Assemblée générale, la qualifiant d’« organe le plus représentatif de l’Organisation », et a appelé à renforcer ses prérogatives en matière de prévention des conflits, de médiation et de règlement pacifique des différends. Bendjama a, par ailleurs, salué le rôle consultatif précieux de la Cour internationale de justice dans l’éclaircissement des questions juridiques complexes et la consolidation de la primauté du droit international. En conclusion, il a exhorté à ce que les réformes à venir des Nations unies soient orientées vers le renforcement de leur efficacité, de leur légitimité et de leur universalité, notamment face aux défis croissants qui entravent la réalisation des Objectifs de développement durable à l’horizon 2030. Il a souligné que l’avenir de l’Organisation doit reposer sur la solidarité et la coopération multilatérale, à l’écart des divisions et des politiques de double standard.

Y.S.

Réunies au Caire

Les factions palestiniennes optent pour un comité technocrate à Gaza

■ Par Hakim H.

Plusieurs factions palestiniennes se sont réunies au Caire jeudi et vendredi derniers afin d’examiner l’évolution de la question palestinienne et de débattre de la deuxième phase du plan proposé par le président américain Donald Trump, visant à mettre un terme au conflit dans la bande de Gaza. Cette réunion s’inscrit dans le cadre de la préparation d’un dialogue national global destiné à préserver le projet national et à restaurer l’unité nationale. À cette occasion, elles ont annoncé leur accord pour confier la gestion de la bande de Gaza à une commission palestinienne provisoire composée d’habitants locaux, de personnalités indépendantes ainsi que de technocrates. Cette commission aura pour mission d’administrer les affaires courantes et les services essentiels « en coopération avec les pays arabes frères et les institutions internationales, sur la base de la transparence et de la responsabilité nationale », tout en créant une com-

mission internationale chargée de superviser le financement et la mise en œuvre des travaux de reconstruction dans la bande de Gaza, affirmant simultanément l’unité du système politique palestinien ainsi que l’indépendance des décisions nationales. Selon un communiqué publié par le mouvement Hamas sur sa page Telegram, les participants ont réaffirmé leur soutien à la mise en œuvre des mesures du cessez-le-feu, notamment le retrait des forces d’occupation de la bande de Gaza, la levée totale du blocus imposé à celle-ci, l’ouverture de tous les points de passage, dont notamment celui de Rafah, l’acheminement de l’aide humanitaire et sanitaire, ainsi que le lancement d’un processus de reconstruction global qui ramènera la vie normale dans la bande de Gaza et mettra fin aux souffrances de ses habitants. Selon le communiqué, les participants ont convenu de « prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir la sécurité et la stabilité dans toute la bande de Gaza » et ont souligné l’importance d’adopter une résolution des Nations unies

concernant le déploiement de forces intérimaires internationales pour surveiller le cessez-le-feu. Ils ont également convenu d’appeler à la fin de toutes les formes de torture et d’abus à l’encontre des prisonniers dans les prisons de l’occupation et de contraindre l’occupant à respecter les lois et conventions internationales pertinentes. Ils ont souligné que « la question des prisonniers resterait leur priorité absolue jusqu’à ce qu’ils obtiennent leur liberté ». Les factions palestiniennes ont réaffirmé leur volonté de poursuivre leur action commune pour unifier leurs visions et leurs positions face aux défis auxquels la cause palestinienne est confrontée. Elles ont notamment appelé à la tenue d’une réunion urgente de toutes les forces et factions palestiniennes pour convenir d’une stratégie nationale, ainsi qu’à l’activation de l’Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple palestinien, afin qu’elle englobe toutes ses composantes et toutes ses forces vives.

L’unité nationale en ligne de mire

Les participants ont conclu leur dialogue en affirmant que « le temps est compté, que le moment présent est décisif », et en s’engageant devant le peuple palestinien à faire de cette réunion un véritable tournant vers l’unité nationale pour défendre le peuple palestinien, son droit à la vie, à la dignité et à la liberté, préserver l’intégrité de la cause palestinienne et les droits des générations futures, ainsi que son droit à l’autodétermination et à la création d’un État indépendant avec Jérusalem pour capitale, et à garantir le droit au retour des réfugiés palestiniens. Dans leur communiqué, les factions palestiniennes ont réitéré leur gratitude envers « les efforts arabes, islamiques et internationaux, y compris ceux de Trump, visant à mettre fin à la guerre contre Gaza ».

H.H.

Retour sur un moment-clé des relations algéro-chinoises Il y a 54 ans, l’Algérie ouvrait les portes de l’ONU à Pékin

Par Karima Baba Aissa

Le 25 octobre 1971, l’Assemblée générale des Nations unies rétablissait Pékin dans son siège légitime. Derrière ce tournant historique, une intense manœuvre diplomatique algérienne menée par Houari Boumedienne et l’ambassadeur Nouredine Djoudi. Il y a un peu plus d’un demi-siècle, la Chine populaire retrouvait sa place au sein des Nations unies, après plus de vingt ans d’exclusion. Ce moment, que Pékin qualifie encore aujourd’hui de « tournant de justice et d’amitié », porte la marque discrète mais déterminante de la diplomatie algérienne. Le 25 octobre 1971, l’Assemblée générale de l’ONU adoptait la résolution 2758, rétablissant le siège légitime de la République populaire de Chine et évinçant la représentation de Taïwan. Dans la salle, un tonnerre d’applaudissements salua le vote. Pour Pékin, c’est la reconnaissance d’une souveraineté longtemps niée ; pour Alger, un triomphe silencieux d’une diplomatie du Sud qui s’affirme. La chaîne chinoise CGTN, qui consacre un documentaire à cet anniversaire, souligne le rôle décisif joué par Alger dans ce qui fut, avant tout, une bataille d’influence mondiale. Car, rappelle-t-elle, « avant que ces applaudissements historiques ne résonnent dans la salle des Nations unies, une diplomatie discrète mais déterminée était à l’œuvre ». Celle du président Houari Boumedienne et de son représentant permanent à New York, Nouredine Djoudi. À l’époque, le contexte est tendu. Depuis la victoire communiste de 1949, les puissances occidentales refusent de reconnaître le gouvernement de Pékin, lui préférant celui de Taïwan, qui continue à siéger dans toutes les institutions internationales, y compris au Conseil de sécurité. Les États-Unis mènent une opposition systématique à tout rétablissement de la Chine populaire. Nouredine Djoudi, aujourd’hui âgé de 91 ans, se souvient : « Le plus grand obstacle pour le rétablissement de la Chine à l’ONU, c’était l’opposition systématique des États-Unis ». Face à cette résistance, Boumedienne, alors à la tête d’un pays jeune mais très actif sur la scène internationale, adopte une stratégie audacieuse. « Le président Boumedienne avait dit qu’il fallait essayer de voir comment casser cette solidarité occidentale contre la Chine », rapporte le diplomate. L’Algérie choisit d’agir sur deux fronts. D’une part, elle mobilise le camp des pays non alignés et du tiers-monde pour défendre la légitimité de la Chine populaire, au nom du principe de représentation du peuple et du rejet du colonialisme politique. D’autre part, elle s’efforce de fissurer le bloc occidental en poussant certains États, notamment la France et le Royaume-Uni, à reconsidérer leurs intérêts. « La vision de Boumedienne était de pousser l’Angleterre et la France à voir beaucoup plus leurs intérêts commerciaux et géopolitiques et, à ce moment-là, d’opter pour la Chine », explique Djoudi. Cette approche pragmatique finit par isoler Washington. En ralliant le monde en développement et en convainquant plusieurs puissances hésitantes, Alger contribue à renverser le rapport de forces. « C’est comme ça que l’Union soviétique, l’Algérie et tout le monde ont soutenu le principe du rétablissement de la Chine, et l’Amérique s’est retrouvée isolée », poursuit l’ancien ambassadeur. La victoire du 25 octobre 1971 confère à la République populaire de Chine le statut de membre permanent du Conseil de sécurité, jusque-là occupé par Taïwan. Depuis, Pékin est reconnu comme le seul représentant légitime du peuple chinois au sein des Nations unies. Cinquante-quatre ans plus tard, la Chine est devenue une puissance mondiale incontournable, membre influent du Conseil de sécurité et acteur majeur de l’économie internationale. Mais à Pékin, on n’a pas oublié ce que l’Algérie a accompli. Comme le rappelle CGTN, « l’amitié algéro-chinoise s’est forgée dans les luttes communes du tiers-monde pour la justice et la souveraineté ». Une amitié née dans la diplomatie des années 1970 et consolidée, depuis, dans la reconnaissance mutuelle et la mémoire partagée.

K.B.A.

Elle plaide pour une loi sur la protection du consommateur

La FAC alerte sur les dérives du commerce en ligne

Face à la prolifération des plateformes de vente en ligne et à la montée des pratiques commerciales douteuses sur les réseaux sociaux, la Fédération algérienne des consommateurs tire la sonnette d'alarme. Elle appelle à la mise en place d'un cadre juridique clair pour protéger le consommateur numérique, encore trop exposé aux fraudes et à la désinformation commerciale.



■ Par Meriem Ka

Au cours des deux dernières décennies, le nombre de plateformes numériques permettant aux consommateurs de parcourir une large gamme de produits et de services a sensiblement augmenté. Par ricochet, le comportement des consommateurs est fortement influencé par les publicités et contenus numériques diffusés sur les réseaux sociaux. Ainsi, la Fédération algérienne des consommateurs (FAC) a recommandé aux autorités publiques d'élaborer une loi encadrant la consommation digitale et les ser-

vices en ligne afin de protéger le consommateur numérique des dangers du commerce électronique. La Fédération algérienne des consommateurs (FAC) a émis une série de recommandations au terme de son université d'été tenue les 9 et 10 octobre dernier à Oran, placée sous le thème « Vers une société de consommation plus consciente des risques du numérique et plus maîtrisée dans son comportement au sein de l'environnement digital ». Pour la FAC, les usagers d'internet interagissent avec les différentes plateformes proposant des produits et services en ligne souvent « sans prendre conscience de leur fiabilité et de leur professionnalisme ». Ainsi, pour protéger le

consommateur des dangers du commerce électronique et promouvoir en parallèle un usage plus conscient des outils digitaux, la FAC a recommandé aux autorités publiques d'élaborer une loi encadrant la consommation digitale et les services en ligne. L'objectif est de protéger le consommateur numérique. Ladite Fédération a demandé aux pouvoirs publics de garantir une protection adéquate pour le consommateur au sein de l'environnement numérique, équivalente à celle régulant le commerce traditionnel. La FAC a demandé en particulier de réviser les dispositions de la loi sur le e-commerce et d'élaborer une loi portant sur le consommateur numérique pour renforcer sa protection face à l'augmentation des risques liés à la consommation numérique. Il en est de même pour la publicité électronique. La Fédération demande d'élaborer une loi régulant la publicité électronique, y compris sur les réseaux sociaux. La même Fédération exige également de renforcer et d'intensifier la surveillance des plateformes électroniques et des réseaux sociaux qui se consacrent à la promotion des biens et services et de situer les responsabilités des entreprises de livraison intervenant en tant qu'intermédiaires entre le fournisseur et le consommateur. S'agissant des consommateurs, la FAC leur recommande ainsi qu'à leurs associations de vérifier, entre autres, « la fiabilité et l'authenticité des plateformes numériques, d'éviter les achats sur les réseaux sociaux et l'addiction à l'achat via les plateformes numériques, ainsi que toutes les formes d'achats impulsifs ». Les consommateurs ont été appelés à « ne pas céder aux publicités non fiables, promouvant des biens et services contrefaits et à ne pas se laisser influencer par des offres promotionnelles accompagnées de prix ou de privilèges sur Internet incitant à l'achat ». Quant aux propriétaires de plateformes numériques et aux professionnels du marketing digital, la FAC leur a recommandé de respecter les lois de protection des consommateurs ainsi que celles sur le e-commerce et les services numériques. Ces derniers ont été appelés à contribuer à renforcer « la transparence, l'intégrité et l'éthique dans les transactions numériques et à signaler les plateformes concurrentes frauduleuses ou ayant une mauvaise réputation », afin de promouvoir et de développer le commerce dans le pays.

M. Ka.

Appelant à dynamiser l'action politique et à renforcer les rangs du parti

Le RND met en garde contre les dangers « du « triple agenda

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Moundir Bouden, a appelé, hier, à la mobilisation des jeunes, des femmes et des compétences algériennes établies à l'étranger afin de dynamiser l'action politique et de renforcer les rangs du parti. S'exprimant lors d'un rassemblement régional tenu hier à Mostaganem, réunissant des délégations de dix wilayas de l'Ouest, M. Bouden a affirmé que cette démarche constitue un « pilier essentiel » de la « nouvelle feuille de route » du RND visant à impliquer toutes les forces vives du pays dans le service de la nation et du parti. Le même responsable a également rappelé que, de-

puis son dernier congrès, le RND a lancé plusieurs chantiers de formation politique, axés sur la communication, la mobilisation et les relations entre élus, militants et citoyens, tout en créant de nouveaux espaces d'échanges adaptés aux défis actuels. Bouden a mis en garde contre les dangers du « triple agenda ». Il s'agit selon lui des drogues, de l'immigration illégale et des campagnes de désinformation. Selon lui, ces phénomènes constituent de grands défis sécuritaires, sociaux et économiques pour le pays. M. Bouden a affirmé que la propagation des drogues constitue un défi croissant pour l'Algérie, affectant particulièrement les jeunes et la société dans son

ensemble, et entraînant une augmentation de la criminalité et de la violence. Il a ajouté que « des usines dans les pays voisins produisent ces poisons spécifiquement pour les introduire et diffuser en Algérie », a-t-il dit. Le SG du RND a par ailleurs indiqué que les nouvelles mensongères qui prolifèrent sur les réseaux sociaux ont l'objectif de porter atteinte à la stabilité sociale, et peuvent avoir un impact négatif sur l'opinion publique en participant à la diffusion du désordre et de l'instabilité. » Quant à l'immigration illégale, M. Bouden a déclaré qu'elle « menace la sécurité et la paix des peuples et des États », en raison de ses effets négatifs et des défis sécuritaires

qu'elle pose. S'agissant des campagnes de désinformation, elles visent à « semer le doute et à occulter les réalisations de l'État », invitant les militants à faire preuve de discernement face aux fausses informations diffusées sur les réseaux sociaux. Il a également souligné l'importance d'encourager les jeunes à rejoindre le parti et à contribuer à sa dynamique politique. Dans ce contexte, M. Bouden a appelé à la mobilisation nationale, la qualifiant de « nécessité incontournable » face aux défis actuels, appelant les citoyens à s'inscrire massivement sur les listes électorales, estimant que « l'acte électoral est un devoir national qu'aucun Algérien ne devrait négliger ».

Rencontre régionale des militantes du parti Sawt Echaâb
Le rôle de la femme dans la vie politique mis en avant

Le président du parti Sawt Echaâb, Lamine Osmani, a présidé, hier à Oran, une rencontre régionale regroupant les militantes du parti issues des wilayas de l'Ouest du pays au cours de laquelle l'importance du renforcement du rôle de la femme dans la vie politique a été mise en avant. Dans son allocution, M. Osmani a estimé que la femme militante est devenue une « pierre angulaire » et un « acteur réel » de la vie politique nationale. Il a souligné que son parti œuvre à promouvoir la participation des femmes dans la lutte politique, celles-ci ayant prouvé, a-t-il indiqué, leur capacité à diriger et à participer activement dans tous les domaines. Partant de ce constat, M. Osmani a appelé à accorder une attention particulière au rôle de la femme dans la vie politique, en œuvrant à renforcer sa participation et à lui permettre d'assumer pleinement sa place dans le processus politique. Il a ajouté, à ce propos, que l'implication des femmes dans l'action démocratique ne vise pas uniquement à assurer la justice et l'égalité entre les sexes dans le domaine politique, mais constitue également un levier essentiel pour le développement durable et le progrès social. Le président du parti a conclu en affirmant que l'échange d'idées et le partage d'expériences contribuent à enrichir le processus politique, à renforcer la résilience de la société face aux défis, et à construire un avenir meilleur.

Fatma-Zohra Zerouati réélue à la tête de TAJ

Fatma-Zohra Zerouati réélue à la tête de TAJ lors du 2^e congrès national du parti qui s'est tenu les 24 et 25 octobre courant à Alger. Mme Fatma-Zohra Zerouati est plébiscitée présidente du parti Tajamou Amel El Djazair (TAJ) pour un nouveau mandat, selon un communiqué du parti publié samedi. Mme Zerouati est élue à l'unanimité lors de la séance d'ouverture du 2^e congrès national du parti, qui se déroule les 24 et 25 octobre à Alger.

MANIFESTATIONS
TOURISTIQUES
INTERNATIONALESLes opérateurs
invités à participer

L'Office national du tourisme (ONAT) a invité les opérateurs souhaitant participer aux manifestations touristiques internationales de l'année 2026, notamment celles prévues en janvier prochain, indique vendredi un communiqué de cette institution. "Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action du secteur touristique pour l'année 2026 à l'échelle internationale, le secteur du tourisme et de l'artisanat participera à deux manifestations touristiques au cours du mois de janvier, afin de promouvoir la destination touristique algérienne et d'explorer de nouveaux marchés à intégrer dans les programmes touristiques", précise la même source. Il s'agit du "Salon international du tourisme (Vakantiebeurs), prévu du 08 au 11 janvier prochain aux Pays-Bas, et du Salon international du tourisme (Fitur Madrid) prévu du 21 au 25 janvier à Madrid (Espagne)". "Les opérateurs touristiques souhaitant participer (agences de tourisme et de voyages, hôtels, artisans) sont invités à remplir le formulaire de participation via le lien suivant : [https:// docs. google. com/forms/d/e/1 FAIpQLSfvXIY1oh2X5Zf6g5NQoL-Qj8P_5tvADmIcRRhQjva0LlXqQ/ viewform](https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSfvXIY1oh2X5Zf6g5NQoL-Qj8P_5tvADmIcRRhQjva0LlXqQ/viewform)", ajoute le communiqué. Le formulaire doit être accompagné "d'une fiche technique détaillée des produits et offres proposés, afin qu'elle soit étudiée, au plus tard le mardi 4 novembre 2025, à l'adresse électronique suivante: drpc@ont.dz". Le nombre de participants sera déterminé en fonction de l'espace attribué au stand algérien", a fait savoir l'ONAT qui a ajouté que "la fiche technique doit être détaillée et précise, afin de garantir la sélection des meilleures offres correspondant à la nature du marché".

Par : Ines B

Cette formation a été organisée par le Commissariat à l'énergie atomique (COMENA), en coordination avec la CREG, dans le cadre du programme de coopération technique entre l'Algérie et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). "Cette formation s'est tenue du 12 au 23 octobre 2025 à l'École nationale de gestion de Ben Aknoun (EFGB), affiliée au groupe Sonelgaz. Un groupe restreint d'experts, de spécialistes et de représentants d'organismes et d'institutions nationaux du secteur de l'énergie y ont participé", indique le CREG dans sa page officielle facebook. Deux experts de l'AIEA ont supervisé la formation. Le programme comprenait des cours théoriques couvrant divers aspects liés à l'analyse de l'offre énergétique et à l'interface du modèle « MESSAGE », ainsi que des ateliers pratiques au cours desquels des études de cas réels ont été analysées selon des scénarios et des hypothèses scientifiques prédéfinis. Ce cours revêt une importance stratégique majeure, car, selon le CREG, il vise à renforcer les compétences nationales en analyse de l'approvisionnement énergétique et l'utilisation d'outils techniques modernes pour la planification énergétique future. Il vise également à permettre aux cadres nationaux de maîtriser les techniques de modélisation énergétique et d'analyse de scénarios,

CREG

La formation sur l'analyse
de l'offre énergétique clôturée

La Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) annonce la clôture de la formation nationale sur l'analyse de l'offre énergétique à l'aide du modèle « MESSAGE ».



facilitant ainsi la prise de décision dans l'élaboration des politiques énergétiques nationales. Le modèle MESSAGE est l'un des outils scientifiques les plus reconnus adoptés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Largement utilisé pour analyser les systèmes énergétiques et évaluer les alternatives, il aide les États membres à élaborer des stratégies durables conciliant sécurité énergétique, faisabilité économique et protection de l'environnement. En marge de la cérémonie de clôture,

l'Autorité de l'énergie atomique a honoré les participants et remis des certificats de remerciement, notamment à des représentants de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz, en reconnaissance de leur précieuse contribution au succès du cours. Les deux experts de l'AIEA ont également exprimé leur gratitude à l'Algérie pour l'excellente organisation et l'accueil, saluant le haut niveau académique des participants et l'importance de l'expérience algérienne dans le développement

des capacités énergétiques nationales. La participation de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz à ce cours reflète son engagement continu à suivre le rythme des développements scientifiques et technologiques dans le secteur de l'énergie et à consolider son rôle d'organisme efficace dans le renforcement des capacités nationales et la construction d'un système énergétique plus efficace et durable qui répond aux exigences de la transition énergétique en cours en Algérie.

AGENCE NATIONALE DU FONCIER INDUSTRIEL : Une meilleure gestion des ZI et ZAD

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affirmé, jeudi à Alger, que les autorités publiques œuvrent par le biais de l'Agence nationale du foncier industriel (ANFI), à améliorer l'exploitation des zones industrielles (ZI) et des zones d'activité (ZAD) à travers le pays, ajoutant que le travail est en cours pour assurer tous les moyens permettant de parvenir à une gestion optimale de ces espaces de production à partir de l'année prochaine, selon l'APS. Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, présidée par le vice-président de l'APN, Ibrahim Fakhour, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, le ministre a souligné que "l'ANFI prendra en charge prochainement l'aménage-

ment et la gestion des zones industrielles et le règlement des problématiques empêchant leur entrée en production". Répondant à une question sur la réhabilitation de l'Algérienne des textiles (Texalg) à Sétif relevant du groupe GETEX, le ministre a rappelé que ce projet a bénéficié de deux plans d'investissement, en vertu desquels les moyens de production ont été modernisés. Concernant l'usine de gazoducs de Tébessa, d'une capacité de production de 60 000 tonnes/an, le ministre a rappelé la finalisation des procédures de transfert de sa propriété au profit de Madar Holding pour la transformation de cet usine en pôle industriel spécialisé dans l'emballage métallique pour un investissement de l'ordre de 106 millions de dollars, en sus de l'usine de

laminage à froid pour un investissement de 150 millions de dollars, ce qui permettra de réduire la facture d'importation des produits métalliques et de renforcer l'intégration industrielle. A une question sur les 11 zones de micro-activité inexploitées dans la wilaya de Ghardaïa, le ministre a souligné que le secteur suivait avec intérêt ce dossier, en coordination avec les autorités locales de la wilaya, rappelant les mesures prises par le Gouvernement pour la réforme du cadre juridique et institutionnel de l'investissement et les réformes profondes opérées en matière de promotion de l'investissement et d'amélioration du climat d'affaires, en assurant un développement équilibré en faveur de l'ensemble des régions du pays.

Agriculture : Le ministre des AE de Biélorussie chez El Mahdi Oualid

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a reçu le ministre des Affaires étrangères de la République de Biélorussie, M. Maxim Ryzhenkov, dans le cadre de la visite qu'il effectue en Algérie accompagné d'une délégation de haut niveau, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'est tenue jeudi, "les deux parties ont souligné l'importance que les dirigeants des deux pays accordent au renforcement du partenariat et de la coopération

entre l'Algérie et la Biélorussie dans les domaines d'intérêt commun, ainsi que la forte volonté de concrétiser ce partenariat sur le terrain et de propulser les relations bilatérales vers de nouvelles dimensions, notamment dans les domaines liés au secteur agricole". Les deux parties ont également examiné, ajoute le communiqué, "de nombreuses autres opportunités de renforcement des relations de partenariat dans le domaine de la construction d'infrastructures pour le stockage des céréales, du développe-

ment de l'industrie agroalimentaire et de la coopération en matière de recherche scientifique et technique". La partie biélorusse a exprimé "son grand intérêt pour le développement que connaît le secteur de l'Agriculture en Algérie et les perspectives prometteuses dont il est porteur, ouvrant ainsi le champ à de vrais partenariats entre les deux pays, notamment dans l'industrie du matériel agricole, eu égard à la demande croissante enregistrée à ce propos en Algérie, en raison de l'élargissement des investisse-

ments agricoles, notamment dans le sud", ajoute la même source. Les deux parties ont convenu de "la nécessité de trouver des mécanismes pour renforcer les échanges bilatéraux en vue de promouvoir le volume des échanges commerciaux à un niveau meilleur que l'actuel, et ce, à travers l'organisation de visites en Algérie et en Biélorussie". Les accords conclus entre l'Algérie et la Biélorussie dans le domaine de la santé animale visent à renforcer le commerce bilatéral, selon le communiqué.

ALGÉRIE-BIÉLORUSSIE

Renforcement de la coopération industrielle

Le ministre de l'Industrie, M. Yahia Bachir, a reçu le ministre des Affaires étrangères de la République de Biélorussie, M. Maksim Ryzhenkov, avec lequel il examiné les moyens de renforcer la coopération industrielle entre les deux pays et d'ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement commun, a indiqué jeudi un communiqué du ministère. Le ministre biélorusse des Affaires étrangères était accompagné d'une délégation de haut niveau comprenant les vice-ministres de l'Industrie et de la Santé, précise le communiqué. Lors de cette rencontre, tenue mercredi au siège du ministère, en présence de l'ambassadeur de la République de Biélorussie auprès de l'Algérie, M. Bachir a mis en avant "la solidité des relations entre l'Algérie et la Biélorussie", insistant sur "l'importance de renforcer la coopération bilatérale et de la traduire en projets industriels concrets", ajoute la même source. Dans ce cadre, le ministre a appelé à la concrétisation de projets industriels communs, notamment dans les domaines des industries mécaniques et des matériels et équipements agricoles, ainsi qu'à la coopération en matière d'accréditation et de normalisation, en vue de développer des partenariats productifs et de renforcer le transfert de technologie. M. Bachir a réitéré l'engagement du ministère de l'Industrie à appuyer la coopération bilatérale et à assurer les conditions idoines pour la réussite des partenariats industriels et technologiques, insistant sur "la nécessité d'accélérer la coordination entre les institutions concernées dans les deux pays". Le ministre a donné "des instructions pour la mise en place de groupes de travail conjoints chargés d'identifier les domaines de coopération prioritaires et d'assurer le suivi de la mise en œuvre des projets proposés sur le terrain", précise le communiqué. De son côté, le ministre biélorusse des Affaires étrangères a salué la profondeur des relations entre les deux pays, soulignant que "la Biélorussie est disposée à établir des partenariats directs avec des entreprises algériennes dans la fabrication de machines et d'équipements agricoles, et de renforcer la coopération industrielle et techniques dans les domaines d'intérêt commun". La rencontre a également été l'occasion d'évoquer les moyens de renforcer la coopération entre l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC) et son homologue biélorusse, à travers la conclusion d'un mémorandum d'entente prévoyant des mécanismes d'accréditation mutuelle des normes et mesures industrielles, ce qui "contribuera à faciliter les échanges commerciaux, à renforcer la compétitivité des produits nationaux et à soutenir les exportations algériennes vers les marchés extérieurs". Au terme de la rencontre, les deux parties ont réaffirmé "leur volonté commune de poursuivre la coordination et d'approfondir la coopération industrielle et technique entre l'Algérie et la Biélorussie, dans le cadre de la nouvelle dynamique amorcée grâce à la volonté politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de son homologue biélorusse, M. Alexandre Loukachenko, en vue de construire des partenariats stratégiques durables à même de contribuer au développement de l'industrie et au renforcement des échanges économiques entre les deux pays amis", selon la même source.

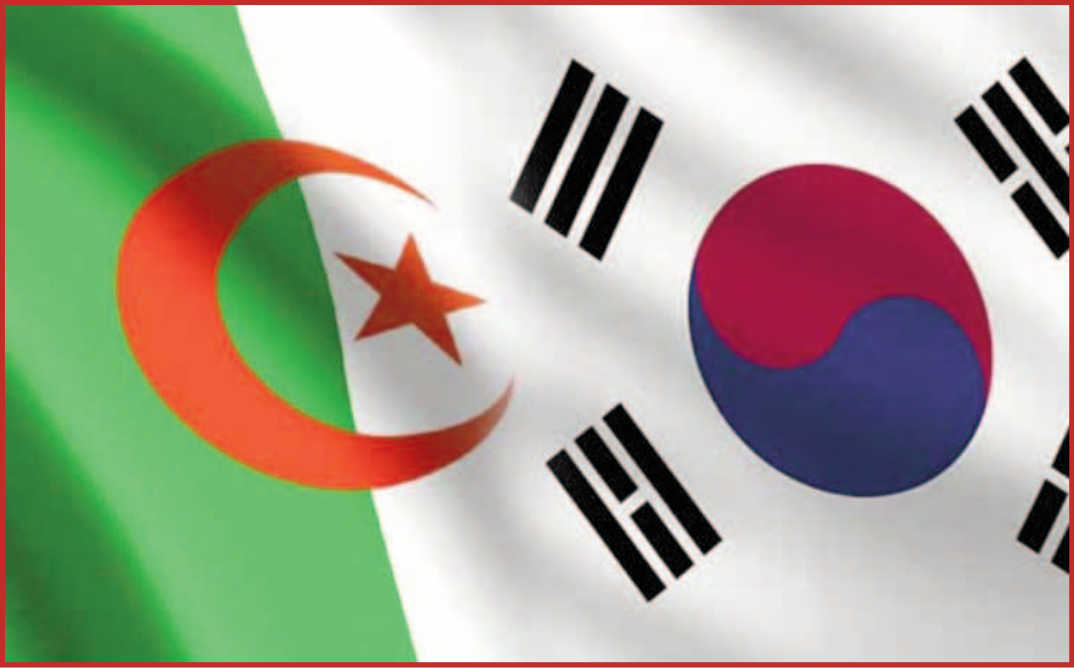
COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

La CAP au Forum d'affaires sud-coréen

La confédération algérienne du patronat (CAP) a participé à un forum d'affaires dans le cadre d'une visite en Algérie d'une délégation composée de plusieurs entreprises industrielles sud-coréennes.

Par : Inès B.

À l'invitation de la Section commerciale de l'ambassade de Corée du Sud, M. Tahar Bouzid, président national, et plusieurs membres du Bureau exécutif national ont participé à un forum d'affaires dans le cadre d'une visite en Algérie d'une délégation composée de plusieurs entreprises industrielles sud-coréennes", indique la confédération dans sa page officielle facebook. L'objectif de cette rencontre étant de renforcer et de développer les relations économiques entre l'Algérie et la Corée du Sud dans les secteurs de l'industrie, de la santé, des pièces détachées, du fer, des matériaux et de l'alimentation. Notons que la relation économique entre l'Algérie et la Corée du Sud est caractérisée par un partenariat stratégique qui s'est intensifié, couvrant des domaines comme l'industrie automobile, l'électronique, l'agriculture et les infrastructures. Les échanges commerciaux sont en croissance, et la coopération s'appuie sur les forces sud-coréennes (technologies de pointe) et les ressources algériennes (ressources naturelles, main-d'œuvre). Les deux pays cher-



chent à renforcer leur collaboration via des investissements et des projets de développement mutuellement bénéfiques. Pour l'Algérie, cette coopération vise à diversifier son économie au-delà des hydrocarbures et à développer sa base industrielle. Les deux pays cherchent des opportunités de croissance mutuelle grâce à la complémentarité entre la maîtrise technologique sud-coréenne et les ressources naturelles et humaines de l'Al-

gérie. La coopération met l'accent sur l'innovation, notamment dans le domaine de l'industrie durable Par ailleurs la confédération algérienne du patronat annonce que sur invitation de la section des affaires économiques et commerciales auprès d'Ambassade de Hongrie, Monsieur Bouzid Tahar Président National, accompagné de plusieurs membres de la Confédération, ont participé au forum d'affaires algéro-hongrois Alger. Ce symposium

placé sous le thème « Construisons ensemble un avenir durable » a rassemblé des acteurs gouvernementaux, des opérateurs économiques et des universitaires. Il permettra ainsi, de développer des coopérations dans les domaines de l'industrie verte, de la construction durable, de la gestion de l'eau et des déchets, de l'agriculture innovante et des énergies renouvelables.

Inès B.

RÉASSURANCE

Confirmation de la note B+ de la CCR

L'agence de notation internationale AM Best a confirmé la notation de solidité financière B+ (Good) de la Compagnie Centrale de Réassurance (CCR) assortie d'une perspective stable, indique le réassureur public dans un communiqué. "Cette évaluation s'accompagne également de la confirmation de la notation de crédit à long terme de l'émetteur à "bbb-" (Good)" une confirmation qui reflète "la stabilité et de la résilience de la CCR, et souligne la solidité financière de la compagnie" et sa "capacité à honorer ses engagements vis-à-vis de ses clients et partenaires, même dans un environnement économique mondial en constante évolution", affirme la même source. En outre, la perspective stable attachée à cette notation confirme "la performance financière continue de la CCR, renforçant sa position pour relever les défis futurs

tout en poursuivant son rôle de soutien clé au marché de l'assurance, tant au niveau national qu'international". Principale compagnie de réassurance nationale (assureur des compagnies d'assurance), la CCR avait enregistré un chiffre d'affaires en progression à un peu plus de 50 milliards de DA en 2024, contre 46,5 milliards de DA en 2023.Durant cet exercice, la compagnie avait connu également une hausse significative de son résultat net à 7,63 milliards de DA contre 6,27 milliards de DA enregistrés durant l'année 2023, rappelle-t-on. Le nouveau siège de l'Union des conseils économiques et sociaux arabes et des institutions similaires, a été inauguré jeudi à Alger. La cérémonie d'inauguration de ce siège sis dans la commune d'El Biar, s'est déroulée en présence du président du Conseil national économique, social et environnemental

(CNESE), Mohamed Boukhari ainsi que des présidents et représentants des conseils membres de l'Union. Dans une déclaration à l'APS, M. Boukhari a exprimé sa gratitude au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'attribution d'un nouveau siège au profit de l'union, réaffirmant l'engagement de l'Algérie à poursuivre son appui à l'action arabe commune et à renforcer la coopération entre les pays arabes dans les domaines socioéconomiques. Il a également salué la teneur du communiqué final de l'Assemblée générale de l'union, tenue jeudi, lequel a mis en avant le rôle de l'Algérie et les efforts du CNESE dans la dynamisation et l'intensification des activités de l'union, ainsi que dans le renforcement de son rôle en faveur du développement socioéconomique dans les pays arabes.

Transport ferroviaire : Réception prochaine de plusieurs projets

Plusieurs projets ferroviaires dans les wilayas de l'Ouest du pays seront réceptionnés dans les prochains mois, dans le cadre des efforts visant à désengorger le trafic routier, a annoncé, jeudi à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, selon l'APS. Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, présidée par Slimane Smaili, vice-président de l'Assemblée, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali et des membres du Gouvernement, M. Djellaoui a précisé que plusieurs projets ferroviaires dans les wilayas de l'Ouest du pays connaissent une progression notable dans les travaux, ce qui est à même d'insuffler une plus grande dynamique sur les plans écono-

mique et social. Dans ce cadre, le ministre a évoqué le projet ferroviaire reliant Relizane, Tissemsilt et Tiaret sur une distance de 185 km, lequel s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement économique lancé par les pouvoirs publics, de même qu'il constitue l'un des grands projets structurants du secteur dans le cadre du programme dédié aux Hauts-Plateaux. Selon M. Djellaoui, le premier tronçon de ce projet "vital", sur une distance de 10 km, sera livré à la fin de l'année en cours, tandis que la réception du deuxième tronçon, long de 63,5 km, reliant Tiaret à Tissemsilt, est prévue pour le premier trimestre 2026. Quant au tronçon restant, s'étalant sur une distance de 110 km, il fera l'objet d'une opération de réévaluation en vue de la reprise des travaux

avec la mise à disposition des moyens financiers nécessaires à sa réalisation. Le ministre a également évoqué le projet de la ligne ferroviaire reliant Oued Sly (wilaya de Chlef) à Yellel (wilaya de Relizane), sur une distance de 93 km, s'inscrivant dans l'axe ferroviaire Alger-Oran, précisant que le taux d'avancement des travaux avait atteint 95%, et que la réception du projet était prévue pour la fin du mois de décembre prochain. Répondant à une question relative au raccordement des alentours des communes de la wilaya de Boumerdès à la rocade Boudouaou-Zéralda, M. Djellaoui a révélé que les études techniques concernant ce projet ont été finalisées et officiellement approuvées dans le cadre d'un futur programme, dont le coût est estimé à 900 millions DA.

PLANTATION D'ARBRES

Adhésion citoyenne à Chlef

L'opération, organisée à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre, a consisté en la plantation de plus de 200 plants de différentes espèces. Elle a connu une large participation des employés du secteur de la jeunesse et des sports et ceux de l'antenne locale d'ABC Bank, ainsi que des volontaires et des membres des Scouts musulmans.

Une première opération de plantation lancée, vendredi, par la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya de Chlef, en coordination avec ABC Bank Algérie au niveau du club équestre de Chorfa, dans le cadre de la campagne nationale de plantation d'un million de plants d'arbres, a connu une large participation, illustrant une adhésion citoyenne en faveur de la protection de l'environnement. L'opération, organisée à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre, a consisté en la plantation de plus de 200 plants de différentes espèces. Elle a connu une large participation des employés du secteur de la jeunesse et des sports et ceux de l'antenne locale d'ABC Bank, ainsi que des volontaires et des membres des Scouts musulmans. La directrice de la Communication à ABC Bank, Nawel Tamazight, a indiqué, à l'APS, que cette initiative à dimension environnementale et qui s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de plantation, « vise à participer au succès de cette opération, dans l'objectif premier est de protéger les forêts et lutter contre le changement climatique ». Elle a ajouté que cette opération, qui sera



poursuivie demain par toutes les antennes de la banque à travers le pays, « démontre l'engagement de la banque à soutenir les efforts des autorités pour préserver les forêts et la biodiversité, et renforcer son rôle d'acteur économique conscient de ses responsabilités environnementales et sociales ». De son côté, le directeur de l'Office du parc omnisports (OPOW)

de Chlef, Nouredine Guezou, a salué l'initiative lancée par ABC Bank Algérie, soulignant que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour la réussite de l'opération de plantation. Ainsi, la Conservation des forêts a prévu plus de 20.000 plants pour la campagne de plantation qui se déroulera au niveau de 16 sites à travers 12 communes, notam-

ment les régions touchées dernièrement par les feux de forêts. L'opération connaîtra une grande participation d'associations, de clubs et de volontaires. Le coup d'envoi de l'opération de plantation sera donné par les autorités de la wilaya à partir de la forêt de Bouamoud dans la commune de Zeboudja, selon les services de la wilaya.

ORAN

DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de la wilaya d'Oran a lancé une campagne d'information et de sensibilisation pour le dépistage précoce du cancer du sein, en coordination avec la station régionale de l'établissement public de télévision algérienne, à l'occasion d'Octobre Rose. Un stand a été aménagé au siège de la station régionale de télévision pour la durée de cette campagne de trois jours, avec la participation de médecins et de spécialistes représentant la sécurité sociale, afin d'informer et de sensibiliser à l'importance du dépistage précoce de cette maladie. Actuellement, l'agence de la CNAS d'Oran prend en charge 2.577

femmes atteintes du cancer du sein, selon les statistiques présentées en marge de cette campagne. Depuis le début de l'année en cours, 268 nouveaux cas ont été enregistrés parmi les assurés sociaux. Par ailleurs, des espaces ont été installés au niveau des structures de la CNAS afin de sensibiliser les femmes assurées sociales ainsi que les visiteuses des centres de paiement de l'agence, notamment au niveau des centres « Benarbia El Houari » et « El Badr », selon la même source. La prise en charge comprend l'accueil des femmes assurées sociales au sein du centre de diagnostic et de dépistage de l'agence. En cas de suspicion, elles sont orientées vers des centres de

radiologie pour des examens plus approfondis. L'agence s'engage à fixer des rendez-vous et à assurer un suivi rapproché des cas détectés. A noter que le programme de communication de l'agence de la CNAS à Oran prévoit également des sorties sur le terrain à travers son guichet mobile de proximité. L'objectif est de sensibiliser les femmes à l'importance du dépistage précoce, notamment dans les zones éloignées, tout en les informant des nouvelles procédures de la CNAS, notamment concernant la carte Chifa, le remboursement des médicaments et des soins, ainsi que la prise en charge des congés de maladie, notamment de longue durée.

TIMIMOUN

15.000 HA DÉDIÉS À LA CÉRÉALICULTURE

Une superficie de près de 15.000 hectares (ha) a été consacrée à la culture de céréales, toutes variétés confondues, dans la wilaya de Timimoun, pour la campagne labours-semailles de la saison agricole 2025-2026, en hausse de 40% par rapport à la saison écoulée, a-t-on appris mercredi de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à accroître la production de céréales et à atteindre l'auto-suffisan-

ce, a indiqué le directeur du secteur, Rafik Benmansour. Le même responsable a également fait savoir que la wilaya s'était dotée de nouveaux matériels, dont 20 semoirs agricoles et 20 moissonneuses-batteuses, pour assurer le succès de l'actuelle saison agricole. La Coopérative locale de céréales et de légumes secs (CCLS), qui relevait auparavant de la wilaya mère d'Adrar sera autonome, et ce après l'installation de son chef de projet, a-t-il poursuivi. Lors d'une rencontre de

coordination organisée en prévision de la campagne labours-semailles, le wali de Timimoun, Souna Benammar, a mis en avant la nécessité d'étendre les surfaces emblavées pour augmenter la production nationale, tout en assurant un soutien aux céréaliculteurs en leur fournissant toutes les facilités. Il a, à ce titre, souligné que Timimoun dispose d'importantes potentialités, qui lui permettront d'occuper une place parmi les premières wilayas productrices de céréales.

HASSI-MESSAOUD

Des praticiens du CHU de Bab El Oued à l'EPH Hocine Ait Ahmed

Un staff médical et paramédical du Centre hospitalo-universitaire, CHU Mohamed- Lamine Debaghine de Bab El-Oued (Alger) a entamé une série de consultations et d'interventions chirurgicales à l'Etablissement public hospitalier, EPH- Hocine Ait-Ahmed de Hassi-Messaoud (Ouargla), a-t-on appris jeudi de la direction de l'EPH. Inscrite dans le cadre d'un jumelage entre les deux établissements hospitaliers, cette action, qui se poursuit jusqu'à demain jeudi, est conduite par le Pr. Nadji Boughaba, chef de service chirurgie pédiatrique au CHU de Bab El-Oued, a précisé le directeur de l'EPH Hassi-Messaoud, Smail Salah. Plus d'une quarantaine d'enfants bénéficient de consultations spécialisées, et d'interventions chirurgicales notamment des cas de gères malformations congénitales, a-t-il ajouté en signalant que pour certains patients, des prélèvements et des tests radiologiques seront achevés pour analyses au CHU de Bab El-Oued. Les cas de malformations plus sévères seront également transférés progressivement au service de chirurgie pédiatrique du CHU Mohamed Lamine Debaghine et seront programmés pour des interventions chirurgicales » dans le courant du mois prochain », selon le même responsable. Des consultations spécialisées ont été également assurées pour des patientes dont trois d'entre elles, ont subi des interventions chirurgicales mardi, par un staff spécialisé en chirurgie thoracique. L'initiative a été vivement saluée par les patients et leurs familles d'autant qu'elle leur épargne le déplacement vers structures de santé dans d'autres régions du pays et permet une prise en charge optimale de ces cas.

SKIKDA

Relogement de 90 familles

Au total, 90 familles de la commune de Bouchtata Mahmoud, dans la wilaya de Skikda, ont été relogées mercredi dans des appartements neufs à la cité Messaouda Bouzabra » de cette collectivité locale. Les autorités de la wilaya ont supervisé en présence de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales, de la Protection civile et des acteurs concernés, l'opération de relogement qui s'est déroulée dans de bonnes conditions d'organisation marquées par la remise des arrêtés aux bénéficiaires et la prise en charge du transport de leurs mobiliers sur des camions des secteurs public et privé. En marge de l'opération, le wali de Skikda, Saïd Akhrouf, a indiqué à l'APS qu'il a été décidé de construire un lycée sur la superficie récupérée de près d'un hectare, rappelant que d'autres opérations de relogement similaires ont été déjà organisées dans plusieurs communes reflétant « la détermination de l'Etat à améliorer les conditions de vie des citoyens ». L'opération de démolition des habitations précaires a été entamée dès leur libération par les familles relogées.

Les jeux mobiles pour enfants présentent des dangers significatifs, notamment en matière de protection de la vie privée et de collecte de données personnelles. En téléchargeant des jeux gratuits, les jeunes joueurs ne sont pas toujours conscients des implications potentielles de leurs choix.

A l'ère du numérique, les jeux mobiles gratuits rencontrent un succès phénoménal, notamment auprès des plus jeunes. Cependant, cet engouement suscite des questions primordiales concernant la protection de la vie privée des enfants. Que se cache-t-il derrière ces applications attrayantes ? Les jeux mobiles destinés aux enfants de moins de 13 ans menacent leur vie privée. C'est ce que vient d'affirmer une équipe interuniversitaire de chercheurs composée de spécialistes de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), de l'Université d'Ottawa et de l'Université McGill dans un rapport publié cette semaine concernant les dérives de jeux mobiles notamment en matière de protection des données des enfants. Analysant une centaine de jeux mobiles afin de déterminer si les enfants y laissent des traces ou des renseignements personnels, et comment ces données sont ensuite utilisées, l'équipe de recherche universitaire a dénoncé les dérives des jeux mobiles. La situation soulève de réelles préoccupations concernant les différents enjeux associés aux jeux mobiles pour enfants : « collecte de données, accès possible à la caméra ou au micro, publicités ciblées ou inappropriées, incitations répétées à acheter différents items, propositions de jeux de hasard et d'argent sont autant de stratégies pernicieuses conçues pour tenir les enfants connectés le plus longtemps possible », mettent en garde les experts qui étudie les jeux mobiles depuis plusieurs années.. « En 2023, l'équipe de recherche a examiné 249 jeux gratuits pour enfants, offerts sur téléphone ou tablette,

JEUX MOBILES

Un danger pour les enfants



constatant que 97 % d'entre eux avaient recours à au moins une tactique pour persuader les jeunes de continuer à jouer ou de revenir dans le jeu. « Parmi les méthodes les plus répandues, on compte des notifications, envoyées même dans des jeux pour tout-petits. Les enfants vont avoir leurs petits animaux ou leurs petits bonhommes préférés qui vont leur dire : "J'ai faim, viens jouer avec moi!", explique la même source. Mais l'une des tactiques ayant le plus grand potentiel addictif, repose sur les simulations de jeux de hasard et d'argent, y compris des paris et des coffres à butin, ces boîtes à surprise contenant des articles plus ou moins rares qu'on peut parfois acheter en boutique. Pourquoi? Pour faire de l'argent », explique l'étude qui souligne que « les jeux mobiles étant souvent offerts gratuitement, les studios se financent autrement : par la collecte de données, par l'affichage publicitaire et par les micro-transactions. Plus on joue, plus de données sont récoltées, plus on s'expose à des publicités, et plus on nous incite à dépenser de l'argent dans le jeu. » Certains titres offrent par exemple des cadeaux virtuels à chaque

connexion, qui s'accumulent et gagnent en importance tous les jours. Dans plusieurs jeux classés E pour Tout le monde, on peut tourner une roue de fortune divisée en parts égales. Mais elle n'est pas égalitaire. Que la roue soit possiblement truquée, c'est une perspective que les enfants ne sont pas capables d'entrevoir. Selon les neuropsychologues, les jeux mobiles représentent un enjeu de santé publique, comportant des risques pour le développement de l'enfant. « L'enfant est plus vulnérable à ces mécaniques que l'adulte. Il a moins de capacité de remarquer le temps qui passe, de remarquer la mise qu'il a mis, d'évaluer correctement les risques de la situation, de gérer son impulsivité ». L'enfant et l'adolescent s'habituent à ce genre de mécaniques, la banalisent, voire la normalisent. Il est donc crucial que les parents soient conscients des dangers associés aux jeux mobiles en faisant preuve de vigilance quant aux informations partagées en ligne car en téléchargeant des jeux gratuits, les jeunes joueurs ne sont pas toujours conscients des implications potentielles de leurs choix.

A.B.

TOXICOMANIE EN MILIEU SCOLAIRE

Caravane nationale de sensibilisation

Une caravane nationale de sensibilisation aux dangers de consommation des drogues et des substances psychotropes en milieu scolaire sera lancée à partir du 2 novembre prochain et sillonnera plusieurs wilayas du pays, a-t-on appris jeudi auprès de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT). Organisée sous le slogan « Novembre, une nouvelle ère. Une jeunesse consciente et saine », en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et du Transport, ainsi que des ministères de la Santé et de l'Éducation nationale et en coordination avec différents acteurs de la société civile,

cette campagne s'étalera du 2 au 6 novembre, note la même source, précisant que son coup d'envoi officiel sera donné à partir du Sanctuaire des martyrs à Alger. S'inscrivant dans le cadre « des efforts consentis par les pouvoirs publics visant à renforcer la prévention contre la toxicomanie et à instaurer les valeurs de citoyenneté chez les jeunes, notamment les élèves des cycles moyen et secondaire », cette campagne vise aussi à « élever le niveau de conscience des élèves quant aux risques liés à la consommation des drogues et autres substances psychotropes, tout en impliquant la société civile dans la prévention et la création d'une

dynamique nationale en soutien à la stratégie nationale de lutte contre ce fléau ». Le programme de cette campagne comprend des séances de sensibilisation et des conférences-débat destinées aux élèves, la projection de courts-métrages ponctués de témoignages de personnes ayant réussi à se débarrasser de la dépendance aux psychotropes, et l'organisation de concours culturels et éducatifs thématiques avec la participation des spécialistes en santé mentale, en plus de la création d'espaces ouverts pour le débat avec l'interaction entre les élèves et leurs encadreurs, ajoute l'ONLDT.

PAYS-BAS

Détection du nouveau variant du Mpox

Les Pays-Bas ont confirmé leur premier cas d'un nouveau variant plus contagieux du virus du Mpox, a déclaré mardi le ministre néerlandais de la Santé, du Bien-être et des Sports, Jan Anthonie Bruijn, dans une lettre adressée au Parlement. L'infection a été identifiée le 17 octobre. Il s'agit de la première

fois que le variant 1b du virus du Mpox est détecté dans le pays. « C'est la première fois que ce nouveau variant du virus du Mpox est identifié aux Pays-Bas », a déclaré le ministre dans sa lettre. Il a ajouté que le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (CEPCM) et l'Organisation mondiale de la santé

(OMS) « surveillent de près la situation ». L'Institut national pour la santé publique et l'environnement (RIVM) a indiqué que l'homme infecté n'avait pas été vacciné contre la Mpox et n'avait pas voyagé récemment. L'homme a été placé en isolement et les services de santé publique locaux procèdent actuellement à

la recherche des sources et des contacts. Le ministre a tenu à rassurer la population en déclarant que « le risque de propagation semble faible ». Selon le RIVM, le Mpox, qui peut provoquer des lésions douloureuses, de la fièvre et de la fatigue, se transmet principalement par contact cutané.

CITROUILLE

Un concentré de bienfaits nutritionnels

La citrouille (*Cucurbita maxima*) est un véritable concentré de bienfaits nutritionnels. De sa peau à sa chair en passant par ses graines, chaque partie de ce légume de saison regorge de nutriments précieux. Ne pas les exploiter, c'est se priver de propriétés antioxydantes et antimicrobiennes qui renforcent l'immunité. La peau de la citrouille est riche en pectine, polysaccharides et fibres. Ces éléments favorisent la digestion, régulent l'appétit et soutiennent le transit intestinal. La chair, quant à elle, se distingue par sa concentration en caroténoïdes, minéraux et polysaccharides, des composés essentiels pour le bon fonctionnement de l'organisme. Les graines de citrouille sont pourtant de véritables trésors nutritionnels. Riches en protéines, huiles essentielles, phénols et minéraux, elles participent à la protection du cœur et au renforcement du système immunitaire. Les inclure régulièrement dans l'alimentation, que ce soit grillées, en huile ou en poudre, permet d'optimiser leurs bénéfices. Il s'agit aussi d'un allié naturel contre certaines maladies. Les propriétés antioxydantes et antimicrobiennes de la citrouille contribuent à protéger l'organisme contre divers désordres immunitaires. Ses composés bioactifs jouent un rôle préventif face à certaines pathologies, renforçant ainsi son statut de super-aliment incontournable pour qui veut miser sur une meilleure santé globale. Au-delà de ses usages traditionnels, la citrouille ouvre la voie à de nouvelles perspectives dans les secteurs alimentaire et pharmaceutique. Grâce à des technologies innovantes, ses composants peuvent être transformés en produits nutraceutiques à forte valeur ajoutée. Les experts conseillent de profiter pleinement des vertus nutritionnelles de ce légume de saison, en l'intégrant durablement dans notre alimentation.

OMS/AFRIQUE

Renforcement de la santé maternelle et néonatale

Le représentant résident de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au Bénin, Kouamé Jean Konan, a appelé jeudi à Cotonou les États africains à renforcer la santé maternelle et néonatale à travers des normes standards et lignes directrices harmonisés en vue d'atteindre l'objectif de développement durable numéro 3 des Nations Unies, relatif à la santé et au bien-être pour tous. Dans cette optique, l'intégration des services essentiels de santé maternelle et infantile dans les feuilles de route pour la couverture sanitaire universelle, la mobilisation de financements durables nationaux et internationaux et la promotion d'une gouvernance participative et redevable sont nécessaires, a préconisé M. Konan, lors du lancement des cinquièmes journées scientifiques du Collège national des gynécologues obstétriciens du Bénin. « La santé maternelle et néonatale constitue un pilier fondamental du développement humain et social. Elle reflète la performance du système de santé d'un pays, le degré d'équité entre les sexes et l'efficacité des politiques publiques en matière de protection sociale », a-t-il indiqué, regrettant le fait que, malgré des progrès réalisés au fil des années, la mortalité maternelle et néonatale demeure encore élevée dans de nombreuses régions, en particulier en Afrique subsaharienne.

CÔTE D'IVOIRE

9 millions d'électeurs appelés aux urnes pour la présidentielle

Les Ivoiriens ont commencé à voter samedi pour élire leur président. Près de 9 millions d'électeurs vont départager cinq candidats à la magistrature suprême. Pour sécuriser ce scrutin, plus de 44.000 policiers, gendarmes et militaires sont déployés. Les résultats sont attendus en début de semaine prochaine.

Les Ivoiriens ont commencé à voter samedi pour désigner leur président parmi cinq candidats en lice, dont le chef de l'Etat sortant, Alassane Ouattara, au pouvoir depuis 2011, ont rapporté des médias. Près de 9 millions d'électeurs devront départager cinq candidats à la magistrature suprême dans ce pays, premier producteur mondial de cacao. La participation est l'un des principaux enjeux du scrutin, même si on s'attend à une forte mobilisation du nord, une région à dominante malinké, ethnie ultra-favorable au président sortant. Près d'un millier d'observateurs de la société civile ivoirienne et 251 du bloc ouest-africain (Cedeao) et de l'Union africaine ont été déployés. Les opérations de vote doivent s'achever à 18h00 (locales et GMT) et les résultats sont attendus en début de semaine prochaine.



25 678 bureaux de vote sont ouverts à travers le territoire national et dans les représentations diplomatiques à l'étranger, pour permettre aux 8 727 431 électeurs inscrits, dont 120 178 Ivoiriens de la diaspora, d'exercer leur

droit de vote. Dans les lieux de vote visités samedi matin à Abidjan, le vote se déroule dans le calme, selon des médias. Pour sécuriser ce scrutin, plus de 44.000 policiers, gendarmes et militaires sont déployés, dans un

contexte tendu après une campagne électorale marquée par des scènes de violence qui ont fait au moins deux morts, « une trentaine de blessés » et plus de 1000 interpellations, suite à quelques manifestations dans certaines villes du pays. Vendredi soir, le président de la Commission électorale indépendante, Kouliblay Kuibiert Ibrahime a invité les Ivoiriens à exercer leur droit civique, « dans la discipline, le calme et la non-violence ». S'adressant aux candidats et à leurs représentants, il a appelé à la retenue et au sens de la responsabilité, tout en saluant la maturité politique dont ils ont fait preuve durant la campagne. « Je ne doute pas que le scrutin du 25 octobre 2025 se déroulera dans le calme et contribuera à renforcer notre démocratie. Ensemble, avançons vers une Côte d'Ivoire unie, apaisée et fière de ses institutions. », a-t-il indiqué.

RDC

Plus de 21 millions de nécessiteux

Plus de 21 millions de personnes, soit près d'un cinquième de la population congolaise, ont aujourd'hui besoin d'assistance humanitaire en République démocratique du Congo (RDC), a alerté jeudi l'ONG Oxfam. Cette organisation tire la sonnette d'alarme face à « une crise qui ne cesse de s'aggraver », estimant que le pays traverse « l'une des crises humanitaires les plus graves et les plus oubliées au monde », en particulier dans sa partie orientale. Depuis trois décennies, l'est de la RDC est

dévasté par les conflits armés. La situation s'est encore détériorée depuis janvier, avec la prise des grandes villes de Goma et de Bukavu par le groupe armé M23. Ces affrontements ont entraîné le déplacement de plus de 1,6 million de personnes depuis le début de l'année, portant à 5,2 millions le nombre total de déplacés internes — un chiffre qui place la RDC au deuxième rang mondial, juste après le Soudan, selon des sources humanitaires et onusiennes. La crise humanitaire s'accompagne d'une situa-

tion alimentaire alarmante : « 28 millions de personnes souffrent de la faim ». Les services de santé, déjà fragilisés, sont débordés, tandis que les infrastructures de base sont largement détruites. Malgré cette urgence, l'aide internationale s'essouffle. En l'espace d'un an, les financements humanitaires destinés à la RDC ont été divisés par trois, déplore Oxfam, qui appelle à une mobilisation accrue de la communauté internationale pour répondre à l'ampleur des besoins.

ÉTATS UNIS-CANADA

Rupture des négociations commerciales

Les pourparlers commerciaux entre Washington et Ottawa ont été brusquement interrompus jeudi soir, après la décision du président américain Donald Trump de rompre « immédiatement » les négociations avec le Canada, ont rapporté plusieurs médias internationaux. Dans un message publié sur son réseau Truth Social, Donald Trump a déclaré : « Compte tenu de leur comportement scandaleux, toutes les négociations commerciales avec le Canada sont rompues ». Il accuse les autorités canadiennes d'avoir détourné les propos de l'ancien président Ronald Reagan dans une campagne

publicitaire contre la hausse des droits de douane entre les deux pays. Selon Trump, « la Fondation Ronald Reagan vient d'annoncer que le Canada a utilisé de manière frauduleuse une publicité, qui est fautive, dans laquelle Ronald Reagan s'exprime négativement sur les droits de douane ». La campagne en question, financée par la province canadienne de l'Ontario à hauteur d'environ 75 millions de dollars, visait à influencer les électeurs républicains américains, selon plusieurs médias. Le président américain estime que cette initiative a été menée « uniquement pour influencer

la décision de la Cour suprême des États-Unis et d'autres tribunaux » où la légalité de ses décrets sur les tarifs douaniers est contestée. Justifiant sa décision, Donald Trump a rappelé que « les droits de douane sont très importants pour la sécurité nationale et l'économie des États-Unis ». Cette rupture intervient alors qu'un accord commercial sur l'acier, l'aluminium et l'énergie semblait proche entre les deux pays, selon le Globe and Mail. Une rencontre entre le Premier ministre canadien Mark Carney et Donald Trump était prévue à la fin du mois, en marge du sommet de l'Apec.

ASIE

Donald Trump en tournée

Le président américain, Donald Trump, entame ce samedi une importante tournée en Asie qui comprend la Malaisie, le Japon et la Corée du Sud, et qui se conclura par une rencontre avec son homologue chinois, Xi Jinping. Donald Trump participera dimanche, au sommet du Forum de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) à Kuala Lumpur, un rendez-vous qu'il a ignoré à plusieurs reprises durant son premier mandat présidentiel. Il est prévu que Trump conclut un accord commercial avec la Malaisie et prenne part à la signature de l'accord de paix entre la Thaïlande et le Cambodge. Donald Trump a exprimé son ouverture à une rencontre avec le président nord-coréen, Kim Jong-un, au cours de cette première tournée dans la région depuis son retour au pouvoir en janvier dernier. À bord de l'avion présidentiel qui le conduisait vers l'Asie, Trump a déclaré qu'il avait l'intention de rencontrer son homologue brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, en marge du sommet de l'ASEAN. Le président américain se rendra lundi au Japon, où il rencontrera mardi la Première ministre Sanae Takaichi, qui a affirmé vouloir mener des « discussions franches » avec le président Trump. L'étape principale de la tournée de Trump sera la Corée du Sud, où il est attendu mercredi pour participer au sommet du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC). En marge de ce sommet, il rencontrera jeudi le président chinois Xi Jinping à Gyeongju, alors que se poursuivent en parallèle des négociations commerciales entre Pékin et Washington visant à parvenir à un accord sur les droits de douane. À l'occasion de ce sommet, le président américain doit également rencontrer son homologue sud-coréen, Lee Jae-myung, prononcer un discours devant des chefs d'entreprise, et participer à un dîner des dirigeants de l'APEC, selon la Maison-Blanche.

INDE

20 morts dans l'incendie d'un bus

Au moins 20 personnes ont été tuées et de nombreuses autres ont subi des brûlures vendredi matin lorsqu'un bus les transportant a pris feu après avoir percuté une moto dans l'Etat indien de l'Andhra Pradesh (sud), ont déclaré les autorités. Cet incident a eu lieu sur la route près du village de Chinna Tekur, dans le district de Kurnool, en Andhra Pradesh. Selon la police, le bus accidenté, qui effectuait le trajet entre Hyderabad et Bengaluru avec 42 passagers à bord, a immédiatement pris feu après la collision alors que la plupart des passagers dormaient. Les blessés ont été transportés d'urgence à l'hôpital général de Kurnool. Une enquête a été ouverte sur les circonstances de cet accident, dont le bilan de morts risque de s'alourdir.

TURQUIE

Noyade de 07 migrants en mer Egée

Sept personnes ayant embarqué à bord d'un canot pneumatique ont péri noyées en mer Egée au large de Bodrum, dans le sud-ouest de la Turquie, ont rapporté vendredi les médias turcs. Selon les médias, deux des passagers ont survécu au naufrage, l'un d'eux ayant réussi à regagner le rivage à la nage. Des opérations de recherche sont en cours dans la zone, a précisé la même source. La station balnéaire très courue de Bodrum est située à proximité de plusieurs îles grecques, parmi lesquelles Kos, un des points d'entrée dans l'Union européenne en mer Egée. Moins de cinq kilomètres séparent Kos de la Turquie. Les naufrages sont fréquents lors de ces traversées périlleuses vers les îles grecques.

Russie Une explosion fait 10 morts et 12 disparus

Une explosion dans une usine dans le centre de la Russie mercredi soir a fait au moins dix morts et douze disparus, a annoncé jeudi le gouverneur de la région de Tcheliabinsk, Alexeï Tekslér. « Selon les dernières informations, 10 personnes ont été tuées dans une explosion dans une usine de Kopeïsk », a indiqué M. Tekslér sur Telegram, ajoutant que 12 autres

employés étaient portés disparus. L'explosion, dont la cause n'a pas été déterminée à ce stade, a provoqué un incendie, désormais maîtrisé. Des médias russes ont indiqué que cette usine fabriquait des explosifs destinés aux forces armées. Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montraient une boule de feu jaillissant dans le ciel nocturne, projetant des braises

incandescentes dans toutes les directions. « Il ne s'agit pas d'une attaque de drone », a affirmé le gouverneur, mais la justice a néanmoins annoncé l'ouverture d'une enquête criminelle. Cinq personnes ont dû être hospitalisées dans un état grave, deux d'entre elles sont prises en charge dans un centre pour grands brûlés, selon le gouverneur.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE

Le «Doyen» pour confirmer

Le grand jour est arrivé pour le MC Alger. Ce dimanche, le stade Ali Ammar (dit Ali La Pointe) de Douera vibrera au rythme africain à l'occasion du match retour du deuxième tour éliminatoire de la Ligue des champions de la CAF entre le Doyen et le Colombes FC du Cameroun.

Par Marouane A.

Après un match aller bouclé sur un nul vierge (0-0) à Yaoundé, les Vert et Rouge savent que tout se jouera sur leurs terres. Une victoire, quel qu'en soit le score, leur ouvrirait les portes de la phase de groupes, objectif majeur de ce début de saison. Les hommes du coach sud-africain Rhulani Mokwena veulent offrir une grande fête à leurs supporters, eux qui n'attendent qu'une qualification pour renouer avec la gloire continentale. Le club algérois, fort de son histoire prestigieuse -vainqueur de la Coupe d'Afrique des clubs champions en 1976- espère redonner des couleurs au football algérien en se frayant un chemin vers la phase finale. Pour y parvenir, une seule équation : marquer et ne pas encaisser. Le Colombes FC du Cameroun, bien que peu connues sur la scène africaine, a montré lors du match aller qu'il n'était pas venue en spectateur. Compacte, discipliné et solide défensivement, celui-ci espère réussir à contenir les assauts algériens.

MOKWENA SORT L'ARTILLERIE LOURDE

Conscient de l'enjeu, le coach Mokwena n'a rien laissé au hasard dans sa préparation. L'entraîneur sud-africain, arrivé cet été avec l'ambition de hisser le MCA sur le toit du continent, a soigneusement présen-



vé ses cadres lors du dernier match de Ligue 1 Mobilis face au Paradou AC, où il avait volontairement procédé à un large turnover. Cette fois, pas question d'expérimenter : le Doyen alignera son équipe type, avec toutes ses armes offensives prêtes à faire la différence. La paire Bayazid -Ferhat, soutenue par Kipré et Banghoura, sera chargée d'apporter le danger constant dans le camp adverse. Au milieu, Boucherit et Ghazala devraient assurer l'équilibre entre récupération et projection rapide, tandis que la défense, emmenée par Abdelaoui et Benkhemassa, aura la mission de rester imperméable. Toutefois, certains joueurs qui ont eu certains soucis musculaires face au PAC sont incertains. La qualification pour la phase de groupes serait une consécration pour le projet entamé cet été par la direction du club, qui a investi lourdement pour bâtir une équipe compétitive. Elle permettrait aussi au MCA de retrouver la lumière continentale, après plusieurs années de disette à ce niveau. Sur le plan symbolique, une victoire dimanche serait un message fort : le Doyen n'est pas seulement un grand

nom du football algérien, mais aussi un acteur majeur du continent.

UN TEST GRANDEUR NATURE

Ce rendez-vous africain sera aussi un test de maturité pour le groupe mouloudéen, qui devra gérer la pression et imposer son rythme face à une équipe venue défendre chèrement sa peau.

Le MCA, fort de son expérience, devra éviter toute précipitation et chercher à faire sauter le verrou camerounais par le jeu collectif et la patience.

Le coach Mokwena insiste d'ailleurs sur la lucidité et la rigueur : «C'est un match qui se jouera sur les détails. Nous devons être concentrés du début à la fin, garder notre calme et exploiter les occasions qui se présenteront.»

Une victoire dimanche propulserait le MC Alger dans la phase de groupes de la Ligue des champions de la CAF, une compétition où le club souhaite désormais jouer les premiers rôles.

M.A.

USM EL HARRACH

Démission du président

Le président de l'USM El-Harrach, Sofiane Touahria, a annoncé dans un communiqué publié jeudi soir, sa décision de quitter la tête du club, estimant que "les conditions actuelles ne permettent plus de travailler sereinement". "Après une profonde réflexion et en toute responsabilité, j'ai décidé de mettre fin à mon parcours à la tête du club. Ce n'est pas une décision facile, mais l'atmosphère autour de l'équipe ne favorise plus un travail à la hauteur de l'histoire et du prestige de l'USMH", a-t-il indiqué. L'USMH reste

sur deux défaites de rang, dont celle concédée mardi à domicile face à la JS El-Biar (0-1), lors de la 6e journée du championnat. La défaite essuée la journée d'avant, sur le terrain du CR Témouchent (2-1), a poussé l'entraîneur Azzedine Aït Djoudi à jeter l'éponge. Le nom de l'ancien coach de l'ES Ben Aknoun Mustapha Manaâ est pressenti pour prendre le relais. Touahria a tenu à rappeler les efforts consentis depuis son arrivée, affirmant avoir œuvré "avec sincérité et dévouement pour assurer la stabilité et l'organisation du club",

soulignant que l'équipe "a connu une période de reconstruction réelle et des résultats très encourageants".

Et d'enchaîner : "J'aurais voulu poursuivre cette mission, d'autant que la saison venait à peine de commencer avec une grande ambition et une réelle volonté de redonner à l'Union sa place naturelle. Malheureusement, les circonstances en ont décidé autrement", a-t-il regretté.

L'USMH (11e, 8 pts), affrontera samedi le NA Hussein-Dey, au stade du 20-août 1955 (15h00), à l'occasion de la 7e journée.

Le NC Bejaia dans le groupe B

Le club algérien de volley-ball du NC Bejaia a été versé dans le groupe B de la 21e édition du Championnat arabe des clubs féminins, prévue à Tunis du 24 octobre au 3 novembre, selon le tirage au sort effectué par l'Union arabe de la discipline. Placées dans une poule relevée, les volleyeuses de

Bejaia affronteront le Zamalek d'Egypte (finaliste de la dernière édition), le CF d'Al-Ayoun du Koweït ainsi que le Club Africain de Tunisie, un habitué des compétitions régionales. Le groupe A est composé du CF Carthage de Tunisie, de l'ES Tunis, d'Al-Rouwad de Syrie et Salwa Al-Sabah du Koweït.

La compétition, organisée sous l'égide de l'Union arabe de volley-ball et en partenariat avec la Fédération tunisienne, se déroulera intégralement au Palais des sports d'El Menzah. La réunion technique se tiendra samedi (16h00) à Gammarth pour fixer le calendrier définitif des rencontres.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (2^E TOUR PRÉLIMINAIRE/ RETOUR)

LE CRB VALIDE SON TICKET

Le CR Belouizdad, l'un des deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine de football, a validé son ticket pour la phase de groupes, en dominant les Guinéens de Hafía Conakry 2-0 (mi-temps : 0-0), vendredi soir au stade Nelson-Mandela de Baraki, pour le compte du 2e tour préliminaire (retour). Après une première période légèrement dominée par les locaux, le Chabab a ouvert le score après la pause, sur une reprise de volée de Meziane (55e). Le jeune Boussouar, entrée en cours de jeu, est parvenu à faire le break (68e), pour mettre les siens à l'abri. Lors de la première manche, disputée dimanche dernier au stade de Thiès (Sénégal), les deux équipes se sont neutralisées (1-1). Le but belouizdadi avait été marqué par le latéral gauche Naoufel Khacef. L'USM Alger, second représentant algérien dans cette compétition, affrontera samedi le club ivoirien de l'Académie de FAD, au stade olympique du 5-Juillet d'Alger (14h30). Battu à l'aller (1-0), le détenteur de la Coupe d'Algérie 2025, est appelé à sortir le grand jeu pour refaire son retard, en l'absence de plusieurs cadres, tels que les défenseurs Alilet et Mahrouz, ainsi que les deux attaquants Khaldi et Benayad. Les Usmistes, en manque d'efficacité offensive (quatre buts inscrits en sept matchs toutes compétitions confondues), devront hausser leur niveau de jeu pour espérer franchir cet obstacle et poursuivre leur aventure dans une compétition qui leur avait souri il y a deux ans. Ce match sera dirigé par un quatuor congolais, conduit par Jean Pierre Nguiene, assisté de Vitel Dictin Mel Glovel Mapangoulou (1e assistant), et Prislal Malanda (2e assistant), alors que Fitial Charel Just Kokolo est le quatrième arbitre.

LIGUE DES CHAMPIONS(ÉDITION FÉMININE 2025)

TIRAGE AU SORT LE 27 OCTOBRE

Le tirage au sort final de l'édition 2025 de la Ligue des champions féminines de football, se déroulera au Caire, le lundi 27 octobre à 13h00 (heure locale), (11h00 algériennes), a annoncé la Confédération africaine de football (CAF) vendredi. La compétition se tiendra en Egypte du 8 au 21 novembre 2025, a ajouté l'instance africaine dans un communiqué publié sur son site officiel. Huit équipes participeront à cette édition, réparties en deux groupes de quatre équipes. Conformément au règlement de la compétition, le club du pays hôte (FC Masar) et le champion en titre (TP Mazembe) seront désignés têtes de série et mèneront respectivement les Groupes A et B. Pour rappel, la formation algérienne Afak Relizane n'a pas réussi à composer son billet pour la phase finale de la Ligue des champions après avoir terminé à la troisième place lors du tournoi de l'UNAF qui s'est déroulé à Sousse (Tunisie) du 2 au 8 septembre 2025.

CHRÉA/GRAND PRIX DE CYCLISME

VICTOIRE D'AZZEDINE LAGAB

Le coureur Azzedine Lagab, sociétaire du Mouloudia Club d'Alger (MCA), a remporté vendredi le Grand Prix de Chréa de cyclisme sur route, disputé entre la ville de Blida et les hauteurs de Chréa, sur une distance de 25 km. Cette épreuve, organisée par la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) en coordination avec le club Brakni de Blida, a réuni plusieurs formations nationales représentant différentes ligues et clubs du pays. Lagab a bouclé le parcours en 50 minutes et 42 secondes, à une vitesse moyenne de 20,12 km/h, devançant Kamel Alimde (OMB), deuxième avec un temps de 53:30, et Mohamed Daïd (CMG), troisième en 54:00. Ce Grand Prix, qui s'inscrit dans le calendrier national des compétitions de la saison 2025, a permis aux coureurs de tester leur endurance sur un parcours exigeant combinant montée, endurance et maîtrise technique sur route de montagne.

Réal Madrid
Mbappé joueur du mois

Kylian Mbappé n'a pas mis longtemps à s'imposer comme le nouveau patron du Real Madrid. Étincelant depuis son arrivée, l'attaquant français multiplie les distinctions individuelles et les performances de haut vol. A l'approche du tant attendu Clasico contre le FC Barcelone, le capitaine des Bleus affiche une confiance sans faille et envoie un message clair à ses rivaux catalans. Pour la deuxième fois consécutive, Kylian Mbappé a été élu joueur du mois du Real Madrid. Après avoir remporté le trophée en août, l'attaquant français a récidivé en septembre, confirmant son incroyable régularité. Auteur de 9 buts et 1 passe décisive en six matches, le numéro 9

madrilène a logiquement été récompensé du prix «Jugador Cinco Estrellas», décerné chaque mois au meilleur joueur du club merengue. Une distinction que le champion du monde 2018 savoure à sa juste valeur. «C'est un plaisir d'être à nouveau le joueur du mois. Nous avons gagné beaucoup de matches et marqué beaucoup de buts. Nous sommes très heureux de la manière dont nous jouons et gagnons. Nous espérons continuer ainsi», a déclaré Kylian Mbappé, rayonnant devant les médias officiels du Real Madrid. Avec ses statistiques impressionnantes, l'ancien Parisien prouve qu'il s'est parfaitement acclimaté à son nouvel environnement.

ITALIE
L'AC MILAN ACCROCHÉ

L'AC Milan, leader du Championnat d'Italie pour la première fois depuis trois ans, a laissé passer, avec son nul 2-2 contre Pise, l'occasion de prendre le large, vendredi en ouverture de la 8e journée. L'international portugais Rafael Leao, critiqué début octobre par son entraîneur Massilimano Allegri pour son manque de réalisme, a ouvert la marque d'un centre-tir (7e), son troisième but en deux matches. Mais le Milan s'est ensuite endormi et a laissé le promu revenir à sa hauteur sur un penalty (60e) de l'inusable Juan Cuadrado (37 ans). Pise, en quête de sa première victoire de la saison, a mené 2-1 à la 86e minute quand Mbala Nzola a profité d'une erreur de marquage de la défense milanaise pour fusiller Mike Maignan. Mais dans le temps additionnel (90e+3), Zachary Athekame a arraché le nul d'une frappe de loin. Après ce septième match sans défaite (cinq victoires, deux nuls), le Milan, privé de Christian Pulisic et d'Adrien Rabiot jusqu'à mi-novembre, totalise 17 points, soit deux de plus que l'Inter, Naples et l'AS Rome, chacun 15 points. Pise est passée de son côté de la 20e et dernière place à la 18e place avec quatre points.

France : Nantes bat le Paris FC

Le FC Nantes a signé une victoire importante pour s'éloigner de la zone rouge en battant le Paris FC 2-1 vendredi au stade Jean-Bouin, en ouverture de la 9e journée de Ligue 1, grâce à un but splendide de son attaquant Matthias Abline. Les Canaris, avant les autres rencontres samedi et dimanche, remontent à la 13e place du classement avec 9 points -un de moins que le PFC, toujours 11e- et sont certains de ne pas être reléguables à la fin de la journée. Ce bol d'air frais, ils le doivent autant à une abnégation défensive qu'à la maladresse de l'attaque parisienne: en première période et plus encore en seconde, le PFC a fait le siège du but d'Anthony Lopes mais a buté sur le mur jaune dressé face à lui. Si Paris, surpris d'entrée par un but de Youssef El Arabi dès la 2e minute, est parvenu à revenir au score très vite grâce à son défenseur, néo-international algérien, Samir Chergui (15e), ses attaquants n'ont ensuite jamais

plus trouvé le cadre, se faisant régulièrement piéger sur hors-jeu. Les Canaris doivent surtout remercier Matthias Abline, leur jeune attaquant, 22 ans, muet depuis le début de saison, troublé par ses envies d'ailleurs durant l'été. A la 38e minute, l'international espoir a surgi sur un corner frappé par Dehmaine Tabibou et renvoyé de la tête par Pierre Lees-Melou, puis a contrôlé aux vingt mètres avant de marquer son premier but en championnat d'une splendide volée croisée du droit. Fort de ses onze buts inscrits l'an passé et de son Euro espoirs réussi avec les Bleuets en Slovaquie en juin, Abline n'a pas été insensible à l'intérêt de l'OM et... du PFC lors du mercato, mais ses dirigeants ont été inflexibles et ont repoussé toutes les offres, bien décidés à garder leur pépite. Au sein d'une attaque nantaise atone -5 buts inscrits depuis le début de saison, avant la rencontre-, Abline a beaucoup tenté.

INTER MIAMI: UN DOUBLÉ POUR MESSI

Lionel Messi a inscrit un doublé lors du succès de l'Inter Miami face au Nashville SC (3-1) pour le premier match de play-offs du championnat MLS vendredi. Miami mène ainsi 1-0 pour ce premier tour disputé au meilleur des trois matchs, et aura l'occasion de se qualifier pour les demi-finales de conférence le 1er novembre à Nashville. Avant la rencontre, l'Argentin âgé de 38 ans a reçu son trophée de meilleur buteur de la saison régulière, grâce à 29

buts en 28 rencontres. L'octuple Ballon d'or a ensuite marqué dès la 19e minute de la tête à la réception d'un centre de son ancien coéquipier à Barcelone Luis Suarez. Tadeo Allen-de a doublé le score à la 62e avant que Messi ne porte le score à 3-0 dans le temps additionnel (90+6), profitant d'un cafouillage de la défense de Nashville. Les visiteurs ont réduit le score par Hany Mukhtar dans la 12e minute du temps additionnel (3-1).



Du spectacle garanti au "Classico "

Une rencontre toujours aussi passionnante, où l'histoire, la rivalité et les ambitions sportives se mêlent dans un duel qui dépasse les frontières espagnoles. Le Real Madrid aborde ce Clásico avec la ferme intention de consolider sa position de leader et surtout de mettre fin à la série noire face à son éternel rival. Battus à plusieurs reprises par le Barça ces dernières saisons, les Madrilènes veulent frapper fort devant leur public et envoyer un signal clair à toute la Liga. En face, le FC Barcelone, en reconstruction sous la houlette de Hansi Flick, espère prouver qu'il demeure une force capable de rivaliser avec la puissance blanche. Malgré des absences notables, notamment celle de Robert Lewandowski, les Blaugrana misent sur leur jeunesse flamboyante et leur identité de jeu retrouvée pour créer l'exploit à Madrid. Ce match marquera le 262^e Clásico officiel entre les deux géants espagnols. Le Real Madrid détient un léger avantage historique avec 105 victoires, contre 104 pour le Barça, et 52 matches nuls. Des statistiques qui illustrent l'équilibre et la rivalité presque parfaite entre les deux institutions. Le moindre détail, la moindre erreur, peut faire basculer le destin d'un match toujours marqué par la tension et la passion.

Le football mondial aura les yeux rivés ce dimanche sur le stade Santiago Bernabéu, théâtre d'un nouvel épisode du mythique Clásico entre le Real Madrid et le FC Barcelone, comptant pour la 11^e journée de Liga.

MBAPPÉ ET YAMAL, SYMBOLES D'UNE NOUVELLE ÈRE

Si les duels entre Messi et Ronaldo ont longtemps rythmé l'histoire récente du Clásico, cette édition s'annonce comme celle d'une nouvelle génération. Côté madrilène, Kylian Mbappé tentera de briller lors de ce classico, attendu comme la star sans conteste du Bernabéu. En grande forme depuis le début de saison, l'international français porte les espoirs des Merengue. A ses côtés, Vinícius Jr et Jude Bellingham devraient former un trio offensif redoutable. Chez les Catalans, l'attention sera tournée vers Lamine Yamal, 18 ans à peine, déjà perçu comme l'héritier du jeu à la catalane. Le jeune prodige, auteur de prestations impressionnantes, représente la fougue et la créativité d'un

Barça qui veut se réinventer. Sur le plan des effectifs, les deux entraîneurs doivent composer avec plusieurs absences. Au Real Madrid, Antonio Rüdiger est forfait, tandis que le jeune défenseur Dean Huijsen reste incertain. Côté Barcelone, Lewandowski et Pedri sont annoncés très incertains, alors que Frenkie de Jong poursuit sa reprise. Malgré ces manques, la profondeur de banc des deux clubs laisse espérer un duel tactiquement riche et techniquement relevé.

XABI ALONSO, PREMIER CLÁSICO SUR LE BANC MADRILÈNE

Arrivé cet été à la tête du Real Madrid, Xabi Alonso vivra son premier Clásico en tant qu'entraîneur. L'ancien milieu de terrain, qui a connu ces rendez-vous en tant que joueur, veut imposer sa patte faite de rigueur, de pressing intelligent et de transitions rapides. Face à lui, Hansi Flick, cherche encore l'équilibre entre possession et efficacité offensive. Ce duel sur les bancs promet autant que celui sur le terrain. Au-delà de l'aspect sportif, le Clásico reste un événement mondial, suivi par plus de 600 millions de téléspectateurs à travers les continents. Entre le prestige du Real, symbole du pouvoir madrilène, et l'identité catalane du Barça, porteuse d'un football romantique et collectif, cette confrontation dépasse le cadre du sport.

GRÈCE : BENITEZ AU PANATHINAÏKOS

L'entraîneur espagnol Rafa Benitez a été nommé à la tête de la direction technique du Panathinaïkos, l'un des clubs de football historiques en Grèce, a annoncé vendredi l'actuel 7e du championnat grec de football. Benitez succède au Grec Christos Kontis à la tête du "Pana", au lendemain de la défaite du club

(3-1) aux Pays-Pas face à Feyenoord en Ligue Europa. Le Panathinaïkos "accueille Rafael Benitez en tant que nouvel entraîneur de l'équipe première. C'est le début d'une nouvelle ère", s'est réjoui le club athénien sur son compte Instagram. Soulignant qu'il s'agit "du meilleur technicien à avoir

jamais rejoint une équipe grecque", le Pana rappelle dans un communiqué "les innombrables titres" remportés au cours de sa longue carrière par Rafa Benitez, 65 ans, "parmi lesquels une Ligue des champions, deux Coupes UEFA/Ligue Europa et une Coupe du Monde des Clubs".

LES MOTS FLÉCHÉS

C	A	M	P	E	O	T	B	H	R	F	L	M	S	L
B	S	I	A	N	I	U	A	O	C	U	N	I	T	A
T	L	A	Z	R	T	L	U	C	C	T	B	T	R	O
T	R	E	I	S	A	G	A	A	L	U	A	E	E	G
C	E	O	U	S	E	D	R	T	T	E	E	M	V	R
O	O	L	H	S	O	N	O	E	I	C	L	P	A	O
M	R	M	F	S	E	N	U	N	A	A	B	S	M	N
T	I	E	P	F	N	R	P	A	A	F	B	E	O	A
N	R	L	B	E	I	O	F	A	J	R	I	H	R	L
L	I	I	I	I	T	S	I	I	S	U	R	C	T	D
I	E	A	B	E	L	I	S	S	F	S	D	U	I	O
S	L	R	R	U	U	C	T	P	I	A	E	O	B	P
E	E	C	O	R	N	E	R	I	O	V	U	T	O	A
R	B	U	L	C	E	E	F	A	O	R	I	T	L	G
B	M	A	I	N	S	T	S	A	P	N	T	D	E	E

		3			1		9	
	2	8				5		
					6	7		4
			9	2			7	
	1						5	9
				3				6
			4	6				
3	9	4						
		1		5				

T	R	A	C	A	S		R	A	N	C	E	
		E	X	C	L	U	R	E		T	U	F
C	R	E	A	T	R	I	C	E		T	U	
		E		S	E	P	H	A	B	I	T	
A	S	P	I	R	A	T	E	U	R		A	
		H	O	N	T	E		D	E	F	I	
G	L	A	N	E		V	E	T	O			
		O	R		S	U	R		V	O	I	E
H	U	M	E		R	E	T	I	N	E	S	
	F	A	U	S	S	E		E	N		S	
M	O	C	H	E		L	A		E	R	E	
Q	I		P	O	L	I	S	S	O	N		
G	U	E	R	I		E	L	U		S	C	
E	N		A	S		S	E	C	H	E	E	

SUDOKO — LES MOTS CROISÉS

LE DÉSERT TUNISIEN CÉLÈBRE LE 7^e ART MAGHRÉBIN

L'Algérie, invitée d'honneur du Festival international du cinéma du désert en Tunisie

À Ksar Ghilane, le cinéma algérien sera mis à l'honneur à l'occasion d'un hommage dédié à la mémoire, à la liberté et à la création.

■ Par : Samy Terki

Le désert tunisien s'apprête à vibrer au rythme du 7^e art. Pour sa deuxième édition, qui se tiendra du 29 octobre au 2 novembre à Ksar Ghilane, dans le gouvernorat de Kébili, le Festival international du cinéma du désert accueillera l'Algérie comme invitée d'honneur. Une distinction symbolique qui, selon les organisateurs, rend hommage au cinéma algérien et à son engagement historique en faveur de la liberté. Dans un communiqué, les responsables du festival précisent que cette invitation vise à saluer « le rôle du cinéma algérien dans la transmission de la mémoire et des luttes de libération ». La date du 1^{er} novembre, marquant le déclenchement de la Révolution de libération nationale, sera au cœur de cette célébration, placée sous le signe du combat et de la dignité. Une série de projections de films révolutionnaires algériens est prévue en hommage aux figures de la résistance et aux valeurs d'indépendance. Parmi les œuvres phares de cette soirée, figurera le film d'animation La Saquia, produit par le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit et réalisé par Naoufel Kalache. Le film retrace avec intensité les massacres de Sakiet Sidi Youssef, survenus le 8 février 1958, lorsque l'aviation coloniale française bombarde le village tunisien frontalier de l'Algérie, causant la mort de dizaines de civils. Le programme comprendra également le court métrage Desert Rose du réalisateur Oussama Benhassine, consacré au drame des essais nucléaires français dans le Sahara algérien, ainsi que le long-métrage 196 mètres de Chekib Taleb Bendiab, qui explore les résonances contemporaines de la mémoire coloniale. Une séance spéciale sera par ailleurs dédiée au cinéma algérien, avec un débat autour des liens artistiques et humains entre les deux rives du Maghreb, illustrant la continuité des échanges entre créateurs algériens et tunisiens. Plusieurs figures du cinéma algérien (réalisateurs, producteurs et acteurs) prendront part à cette soirée symbolique



mêlant mémoire, histoire et création. Deux productions algériennes figurent cette année en compétition officielle : le court métrage Dernière Page d'Oussama Daas et Niya d'Imane Ayyad. Ces deux œuvres, portées par une nouvelle génération de cinéastes, se distinguent par leur regard singulier sur la société algérienne contemporaine et leurs approches narratives audacieuses. Elles rivaliseront avec des films venus de Tunisie, du Yémen, de Libye, d'Arabie saoudite, d'Iran et du Sultanat d'Oman, témoignant de la diversité du cinéma arabe et oriental. Créé en 2024 par l'association Sahara Art, le Festival international du cinéma du désert est organisé sous la tutelle du ministère tunisien des Affaires culturelles. L'événement, qui mêle projections, débats et ateliers, « ambitionne » de faire du désert non pas

un décor, mais un espace de création et de réflexion sur les enjeux du monde arabe. Plusieurs compétitions officielles sont prévues, couvrant les longs-métrages, les documentaires et les films de jeunes réalisateurs, évaluées par des jurys spécialisés. Les meilleures œuvres se disputeront les « Roses des sables » d'or, d'argent et de bronze, récompenses symbolisant l'épanouissement de la création cinématographique au cœur du Sahara. En plaçant l'Algérie au centre de sa deuxième édition, le festival entend réaffirmer les liens de fraternité et de mémoire partagée entre les deux pays. Un hommage rendu autant à l'histoire qu'à un cinéma qui continue de raconter, avec force et sensibilité, les luttes et les rêves des peuples du Maghreb. Samy T.

S.T.

L'UNIVERSITÉ IBN-KHALDOUN AU CŒUR DES MUTATIONS NUMÉRIQUES

À Tiaret, un colloque sur l'intelligence artificielle et la littérature

La faculté des lettres et des langues de l'université Ibn-Khaldoun de Tiaret a abrité un colloque national consacré à l'impact de l'intelligence artificielle sur la littérature et les pratiques universitaires. L'événement, organisé par le laboratoire « Didactique, neurocognition, discours et activités socio-économiques », a réuni des enseignants et chercheurs issus de plusieurs établissements du pays. Les travaux ont porté sur les « transformations » introduites par l'intelligence artificielle dans les modes d'écriture, de lecture et d'enseignement. Les intervenants ont souligné les « enjeux » cognitifs, éthiques et pédagogiques soulevés

par l'usage de ces outils dans la production scientifique et la création littéraire. Plusieurs communications ont « analysé » la manière dont les technologies d'IA modifient la conception même de la littérature, en interrogeant les « notions » d'auteur, d'authenticité et de créativité. D'autres ont insisté sur la nécessité d'adapter les méthodes d'enseignement et de recherche à ce nouvel « environnement » numérique, tout en préservant la dimension critique du savoir. Les « participants » ont également débattu des risques de dépendance technologique et de la difficulté à distinguer la pensée humaine de la production automatisée. Ils ont « plaidé » pour une

approche mesurée et responsable de l'intégration de l'intelligence artificielle dans les sciences humaines, estimant qu'elle doit s'accompagner d'une réflexion éthique et d'un encadrement académique clair. En conclusion, le colloque a appelé à renforcer la culture numérique au sein des universités et à développer les compétences en recherche et en médiation technologique des étudiants. L'objectif, selon les organisateurs, est d'assurer une utilisation raisonnée de l'IA, au service de la connaissance et non en substitution de la réflexion humaine.

R.C.

« NOUARA » ET « LA SANS-ABRI »

Deux voix de femmes au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi

Le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi a accueilli, mercredi soir, deux monodrames dans le cadre du Festival de la créativité féminine : Nouara, interprété par Wahiba Baâli, et La Sans-abri, porté par Fatiha Tahari. Deux récits, deux univers, deux manières d'interroger la condition féminine et les fractures sociales. Mais c'est Nouara qui a marqué la soirée par la justesse de son jeu et la force de son propos. Seule sur scène, dans un dispositif scénique minimal, Wahiba Baâli livre une interprétation d'une grande intensité. Le texte évoque le Grand Sud algérien, ses femmes réduites au silence, la dignité d'un peuple resté trop longtemps à la marge. Originaire de Tamanrasset, la comédienne incarne une mémoire. Nouara devient une allégorie d'une Algérie profonde et souvent ignorée, qui s'élève pour raconter son histoire. La langue, à la fois poétique et ancrée dans l'oralité populaire, donne à entendre une parole qui oscille entre douleur et espérance. La lumière, les silences et le mouvement du corps accompagnent un jeu épuré, inspiré du théâtre africain et amazigh. La performance prend la forme d'une transe poétique, où chaque geste semble convoquer la mémoire du désert. Accompagnée par le metteur en scène Abdelkader Azouz, et révélée au sein de la troupe Sarkhat Erroukh, Wahiba Baâli poursuit ici un travail de transmission et de résistance culturelle, où le théâtre devient un espace de réappropriation identitaire. À travers Nouara, la comédienne interroge les blessures de la condition féminine, mais aussi l'oubli dont souffrent les régions du Sud. L'œuvre relie les territoires et les mémoires, dans une parole qui unit le Nord et le Sud, le passé et l'avenir. Sur scène, la présence de Baâli devient un acte politique en soi, sans slogans ni démonstration, celui d'une femme debout, porteuse d'une mémoire collective. En miroir, La Sans-abri, écrite et mise en scène par Ahmed Hicham Ghandi et interprétée par Fatiha Tahari, adopte un ton plus social. La comédienne entame son monologue hors de la scène, dans les couloirs du théâtre, avant de rejoindre le plateau. Elle incarne Ghania, une femme rejetée par la société, livrée à la rue et à l'indifférence. À travers une galerie de personnages, elle dénonce les violences symboliques et sociales qui frappent les plus vulnérables. Sa performance, sobre et directe, s'inscrit dans une veine réaliste et critique, mêlant satire et émotion. Là où Nouara évoque la mémoire et la dignité par la poésie, La Sans-abri choisit la frontalité et la colère contenue. Ces deux monodrames, portés par des comédiennes engagées, convergent dans une même exigence, rendre visibles les vies effacées, faire entendre les voix de celles que l'on tait. En les réunissant, le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi ne s'est pas contenté d'un hommage symbolique. Il a ouvert un « espace » de parole et d'écoute, où la scène devient le lieu d'un dialogue entre mémoire, justice et création. Et lorsque s'éteignent les projecteurs, une voix continue de résonner, celle de Nouara, entre prière et révolte, rappelant qu'au Sud comme ailleurs, les femmes portent encore la mémoire du pays et le souffle de son avenir. R.C.

16

Alger

42°

Ouargla

29°

Oran

30°

Constantine

41°

FADJR

DOHR

ASR

MAGHREB

ISHA

05:34

12:54

15:55

18:26

19:45

Elle transforme son engagement international en action concrète

L'Algérie signe la convention des Nations unies contre la cybercriminalité

Par Kader M
Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Lounès Magramane, a procédé, hier, à la signature, au nom de l'Algérie, de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la cybercriminalité. La signature s'est déroulée lors d'une cérémonie tenue à Hanoï, capitale du Vietnam, indique un communiqué du ministère. Présidée par le président de la République socialiste du Vietnam, Long Cong, la cérémonie a réuni le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, ainsi que de nombreuses délégations de haut niveau. Pas moins de 64 États et organisations régionales ont, faut-il le rappeler, paraphé ce document, marquant

ainsi une nouvelle étape dans la gouvernance mondiale du cyberspace. Cette convention, premier instrument juridique international spécifiquement consacré à la lutte contre la criminalité en ligne, représente une avancée majeure dans la coopération mondiale face aux menaces numériques croissantes. Il convient de rappeler le rôle central de l'Algérie, qui a présidé le comité spécialisé chargé de l'élaboration du texte, en pilotant le processus de négociation depuis mai 2021, un travail diplomatique salué par la communauté internationale. Ces efforts constants, déployés par la diplomatie algérienne sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ont été couronnés par l'adoption officielle de la convention lors de la 79^e ses-

sion de l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 2024. Un succès diplomatique supplémentaire pour l'Algérie, dans un contexte où la gravité du phénomène ne fait plus de doute. En effet, la cybercriminalité ne cesse de prendre des proportions alarmantes : diffusion d'images et de vidéos pédopornographiques, prolifération d'applications dangereuses, contenus incitant au suicide, intimidations et menaces en ligne... autant de dérives qui touchent particulièrement les milieux juvéniles et infantiles. L'adoption de cette convention, à laquelle la participation de l'Algérie a été particulièrement significative, vient donc à point nommé pour inciter les gouvernements à ne plus faire preuve d'indifférence face à ce fléau dévastateur.

K.M.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION /Dimanche 26 Octobre 2025//N° 1190// PRIX 20DA

Mondiaux de gymnastique à Jakarta

Kaylia Nemour confirme sa grandeur avec une médaille d'argent à la poutre !

L'étoile algérienne Kaylia Nemour continue de faire rêver tout un pays. Engagée aux championnats du monde de gymnastique artistique à Jakarta (Indonésie), la jeune championne a ajouté, hier samedi, une médaille d'argent à la poutre à son incroyable palmarès, un jour seulement après avoir décroché l'or historique aux barres asymétriques.

■ Par Marouane A.

Face à une concurrence d'élite, la gymnaste de 18 ans a une nouvelle fois impressionné par sa maîtrise, son élégance et sa rigueur technique sur un agrès réputé pour son extrême difficulté. Avec une note de 14 300, Nemour termine deuxième, derrière la Chinoise Zhang Qingying, championne du monde avec 15 166 points, tandis que la Japonaise Aiko Sugihara complète le podium avec 14 166 points. Cette nouvelle médaille confirme l'ascension fulgurante de la jeune Algérienne, qui s'impose désormais comme l'une des références mondiales de sa discipline. Malgré son jeune âge, elle affiche une maturité et une régularité exceptionnelles, capables de la propulser au niveau des plus grandes gymnastes de la planète. Grâce à ses performances sensationnelles, Kaylia Nemour entre un peu plus dans l'histoire du sport algérien et africain. Elle devient la première gymnaste du continent à décrocher deux médailles mondiales dans une même édition, symbole d'un talent hors norme et d'un travail acharné. Les félicitations pleuvent de toutes parts, des autorités sportives aux supporters, fiers de voir l'Algérie rayonner sur la scène internationale grâce à cette athlète d'exception. Avec une médaille d'or et une d'argent à Jakarta, Kaylia Nemour signe un championnat du monde parfait, qui restera comme un moment charnière pour la gymnastique algérienne et africaine. Déterminée, élégante et inspirante, Kaylia Nemour prouve qu'elle n'a pas fini d'éblouir le monde et continue d'écrire, ligne après ligne, une histoire dorée pour le sport national.



Boughali souligne l'importance de la primauté de la loi et du respect des droits des peuples

À l'occasion de la Journée des Nations unies, célébrée le 24 octobre de chaque année, jour anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte de l'ONU en 1945, le président de l'UIP a souligné l'importance de « respecter les droits de l'homme, de faire prévaloir la loi, la démocratie et la transparence, en tant que fondements essentiels pour l'édification de sociétés stables et prospères », appelant les Nations unies à s'acquitter de leur « rôle axial dans la réalisation de la paix et de la sécurité internationales, le renforcement de la coopération internationale

et le développement durable », ajoute le communiqué. Il a réitéré l'importance de l'ONU, « en tant qu'instance internationale jouissant de la légalité et de la capacité à unifier les efforts des peuples pour renforcer la paix, la sécurité et le développement à travers le monde », et a réaffirmé l'engagement de l'UIPA « à coopérer étroitement avec les instances internationales et régionales pour ancrer les principes de la Charte des Nations unies et instaurer une paix juste et durable, garantissant la souveraineté des États et les droits des peuples ».

La production de la station de dessalement de Tighremt portée à 240 000 m³/jour

L'Algérienne des eaux (ADE), unité de Béjaïa, a annoncé vendredi dernier une augmentation significative de la capacité de production de la station de dessalement d'eau de mer de Tighremt, désormais portée à 240 000 mètres cubes par jour. Selon un communiqué de l'entreprise, cette amélioration a été rendue possible

grâce à la mise en service du second réseau de liaison, d'un diamètre de 1 400 millimètres, récemment connecté à la station. Ce renforcement technique vise à optimiser l'approvisionnement en eau potable des différentes communes desservies par cette installation. L'ADE tient à informer ses abonnés qu'un changement temporaire

de la couleur de l'eau pourrait être observé durant les premières heures suivant cette opération, phénomène normal lié à la mise en service du nouveau réseau. L'entreprise assure que ce phénomène ne présente aucun risque pour la santé publique et que la situation retrouvera son équilibre progressivement dans les prochains jours.

Coupe de la CAF

L'USMA renverse l'AFAD et file en phase de poules !

■ Par Marouane A.

L'USM Alger a réussi son pari en s'imposant avec autorité (3-0) face à l'Académie Amadou Diallo, lors du match retour du deuxième tour préliminaire de la Coupe de la CAF, disputé au stade du 5-Juillet hier. Battus 1-0 à l'aller à Abidjan, les Rouge et Noir ont parfaitement réagi devant leur public, validant ainsi leur qualification pour la phase de groupes grâce à un score cumulé de 3-1. Houssam Ghacha a été l'homme du match en signant un doublé (13^e et 90^e), tandis que Braham Benzaza a inscrit le deuxième but algérois à la 28^e minute. Dominateurs du début à la fin, les hommes d'Abdelhak Benchikha ont livré une prestation convaincante, retrouvant leur efficacité offensive et leur solidité collective. Ce succès tombe à point nommé pour le coach Benchikha, dont la position était fragilisée après le revers du match aller. En qualifiant son équipe pour la phase de poules, le technicien algérien sauve sa place et redonne de l'élan à une formation usmiste désormais tournée vers de nouveaux défis continentaux.